

**Socfinaf** S.A.  
**2017** RAPPORT ANNUEL

---

## SOMMAIRE

<b>Portrait du Groupe</b>	<b>4</b>
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	6
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	7
<b>Marché international du caoutchouc et des huiles végétales</b>	<b>22</b>
1. Caoutchouc	22
2. Huiles végétales	24
<b>Environnement et responsabilité sociale</b>	<b>27</b>
<b>Chiffres clés</b>	<b>28</b>
1. Indicateurs d'activités	28
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	29
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	29
<b>Données boursières</b>	<b>30</b>
<b>Faits marquants de l'exercice</b>	<b>30</b>
<b>Déclaration sur la gouvernance d'entreprise</b>	<b>31</b>
1. Introduction	31
2. Conseil d'Administration	31
3. Les Comités du Conseil d'Administration	34
3.1. Comité d'Audit	34
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	35
4. Rémunérations	35
5. Notification de l'actionnariat	35
6. Calendrier financier	36
7. Audit externe	36
8. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	36
9. Autres informations	36
<b>Déclaration de conformité</b>	<b>37</b>
<b>Rapport de gestion consolidé</b>	<b>38</b>
<b>Rapport d'audit sur les états financiers consolidés</b>	<b>42</b>
<b>Etats financiers consolidés</b>	<b>46</b>
1. Etat de la situation financière consolidée	46
2. Compte de résultat consolidé	48
3. Etat du résultat étendu consolidé	49
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	50
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	51
6. Annexe aux états financiers consolidés	52
Note 1. Généralités et méthodes comptables	52
Note 2. Filiales et entreprises associées	64
Note 3. Acquisitions d'activités	66
Note 4. Immobilisations incorporelles	67
Note 5. Immobilisations corporelles	68
Note 6. Actifs biologiques producteurs	69
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	70
Note 8. Participations dans des entreprises associées	72
Note 9. Titres disponibles à la vente	77
Note 10. Impôts différés	78
Note 11. Stocks	79
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	80
Note 13. Autres créances (actifs courants)	80
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	81
Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	82

## SOMMAIRE

Note 16. Capital et prime d'émission	82
Note 17. Réserve légale	82
Note 18. Engagements de retraites	83
Note 19. Dettes financières	86
Note 20. Autres dettes	89
Note 21. Instruments financiers	90
Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	92
Note 23. Dotations aux amortissements	92
Note 24. Dépréciations d'actifs	93
Note 25. Autres produits financiers	95
Note 26. Charges financières	95
Note 27. Charge d'impôts	96
Note 28. Résultat net par action	98
Note 29. Dividendes et tantièmes	98
Note 30. Informations relatives aux parties liées	98
Note 31. Engagements hors bilan	101
Note 32. Concessions de terrains agricoles	101
Note 33. Information sectorielle	102
Note 34. Gestion des risques	108
Note 35. Environnement politique et économique	111
Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture	111
Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	111
<b>Rapport de gestion social</b>	<b>112</b>
<b>Rapport d'audit sur les comptes annuels</b>	<b>118</b>
<b>Etats financiers sociaux</b>	<b>122</b>
1. Bilan au 31 décembre 2017	122
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017	124
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2017	125

## Portrait du Groupe

### 1. Présentation du Groupe

Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 137.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie 20.105 personnes et a réalisé, en 2017, un chiffre d'affaires consolidé de 350 millions d'euros.

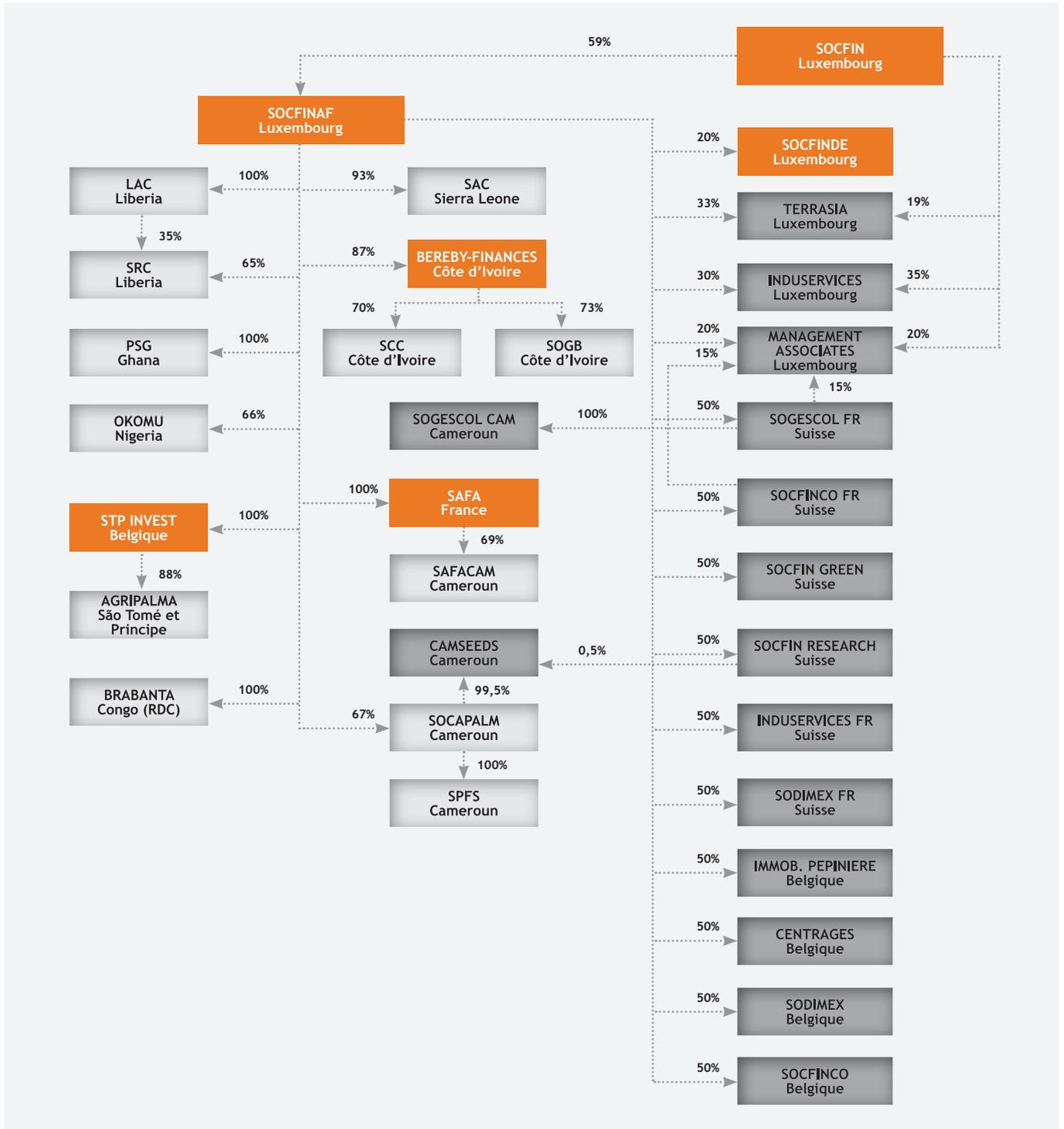
### 2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre - sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.  
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company Plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation dans Okomu Oil Palm Company Plc et dans Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC). D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoé Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).  
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.

## Portrait du Groupe

- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.  
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest S.A., une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma Lda, attributaire d'une concession de 5.000 hectares sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A. (Cameroun).
- **01/01/2015** Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A.
- **05/10/2015** Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57%.
- **04/11/2015** Constitution de Sodimex FR et Induservices FR.
- **01/02/2016** Liquidation de Palmcam S.A. (Cameroun).

## 3. Structure du Groupe



## Portrait du Groupe

### 4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
<b>Sierra Leone</b>		
Socfin Agricultural Company Ltd	119.970.000	93,00%
<b>Liberia</b>		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	516	64,91%
<b>Côte d'Ivoire</b>		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
<b>Ghana</b>		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	750.000	100,00%
<b>Nigeria</b>		
Okomu Oil Palm Company Plc	630.707.910	66,12%
<b>Cameroun</b>		
Socapalm S.A.	3.086.856	67,46%
<b>République Démocratique du Congo</b>		
Brabanta S.A.	4.990	99,80%
<b>France</b>		
Société Anonyme Forestière et Agricole "SAFA"	577.200	100,00%
<b>Belgique</b>		
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
STP Invest S.A.	1.800	100,00%
<b>Luxembourg</b>		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
<b>Suisse</b>		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

## Portrait du Groupe

### SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 30.000.000.

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

#### Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
<b>Au 31/12/2017</b>			
Palmier	6.907	5.442	12.349

Concessions : 18.473 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 1.019

	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

#### Chiffres clés (milliers de USD)

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actifs immobilisés	138.860	137.260
Actifs circulants	6.814	5.125
Capitaux propres (*)	16.486	26.207
Dettes, provisions et tiers (*)	129.188	116.178
Résultat de l'exercice	-9.721	-3.793
Participation de Socfinaf S.A. (%)	93,00	85,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2017</b>			
Hévéa	10.208	2.984	13.192

Concessions : 121.407 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 2.299

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	18.793	17.339
Chiffre d'affaires (000 EUR)	26.354	18.589
Résultat (000 EUR)	848	-3.272
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,40	1,07
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

Chiffre clés (milliers de USD)	2017	2016
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	77.359	75.982
Actifs circulants	13.400	10.335
Capitaux propres (*)	56.719	55.757
Dettes, provisions et tiers (*)	34.040	30.559
Résultat de l'exercice	962	-3.608
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100,00	100,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 49.656.328.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2017</b>			
Hévéa	2.042	2.535	4.577

Concessions : 8.000 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 698

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2017	2016
Production (*) (tonnes)		
Caoutchouc	2.034	242
Chiffre d'affaires (000 EUR)	1.952	206
Résultat (000 EUR)	-1.893	-4.790
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	0,96	0,85
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

Chiffres clés (milliers de USD)	2017	2016
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	41.828	38.892
Actifs circulants	2.909	2.315
Capitaux propres	11.455	13.603
Dettes, provisions et tiers	33.281	27.604
Résultat de l'exercice	-2.148	-5.282
Participation de Socfinaf S.A. (%)	64,91	64,91

(\*) Production agricole intégralement vendue à LAC.

## Portrait du Groupe

### BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : CFA 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de SOGB et 70,01% de SCC.

### SOCIÉTÉ DES CAOUTCHOUCS DU GRAND BEREBY « SOGB » S.A.

Capital : CFA 21.601.840.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2017</b>			
Hévéa	10.721	5.090	15.811
Palmier	7.471	0	7.471
	<b>18.192</b>	<b>5.090</b>	<b>23.282</b>

Concessions : 34.712 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 5.706

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	55.359	53.413
Huile de palme	36.472	35.277
Chiffre d'affaires (000 EUR)	106.780	85.717
Résultat (000 EUR)	15.897	9.387
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,41	1,10
Huile de palme	0,72	0,69
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

Chiffres clés (millions de CFA)	2017	2016
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actifs immobilisés	66.128	63.967
Actifs circulants	21.266	22.533
Capitaux propres (*)	58.770	56.032
Dettes, provisions et tiers (*)	28.624	30.468
Résultat de l'exercice	10.428	6.157
Résultat distribué	7.690	4.104
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	63,69	63,69

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : CFA 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2017: 263

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	25.078	25.234
Chiffre d'affaires (000 EUR)	34.585	27.280
Résultat (000 EUR)	3.369	2.515
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,37	1,08
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	3.585	2.670
Actifs circulants	5.225	4.810
Capitaux propres (*)	5.034	4.474
Dettes, provisions et tiers (*)	3.777	3.006
Résultat de l'exercice	2.210	1.650
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	60,95	60,95

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »

Capital : GHS 150.000.000.

PSG est active au Ghana dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares) Au 31/12/2017	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Hévéa	0	953	953
Palmier	2.007	3.575	5.582
	<b>2.007</b>	<b>4.528</b>	<b>6.535</b>

Concessions : 18.249 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 1.946

	2017	2016
Cours moyen GHS/EUR	4,94	4,33
Cours de clôture GHS/EUR	5,30	4,43

#### Chiffres clés (milliers de GHS)

Au 31 décembre	2017	2016
Actifs immobilisés	280.517	233.438
Actifs circulants	11.932	3.935
Capitaux propres (*)	144.205	150.000
Dettes, provisions et tiers (*)	148.243	87.373
Résultat de l'exercice	-5.795	0
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100,00	100,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 476.955.000.

Okomu est active au Nigeria dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2017</b>			
Hévéa	4.345	2.990	7.335
Palmier	9.874	7.371	17.245
	<b>14.219</b>	<b>10.361</b>	<b>24.580</b>

Concessions : 33.113 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 517

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Production (tonnes)		
Caoutchouc	7.546	6.635
Huile de palme	36.699	36.260
Chiffre d'affaires (000 EUR)	58.443	52.641
Résultat (000 EUR)	25.471	18.184
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,22	1,22
Huile de palme	1,34	1,28
Cours moyen NGN/EUR	347	273
Cours de clôture NGN/EUR	366	322

Chiffres clés (milliers de NGN)	2017	2016
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actifs immobilisés	25.199.833	20.225.305
Actifs circulants	7.448.041	6.558.673
Capitaux propres (*)	24.376.709	16.977.061
Dettes, provisions et tiers (*)	8.271.164	9.806.917
Résultat de l'exercice	8.830.513	4.962.072
Résultat distribué	1.430.865	95.391
Dividende unitaire brut (NGN)	1,50	0,10
Participation de Socfinaf S.A. (%)	66,12	66,12

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCAPALM S.A.

Capital : CFA 45.757.890.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

#### Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
<b>Au 31/12/2017</b>			
Palmier	30.801	1.932	32.733
Hévéa	1.440	318	1.758
	<b>32.241</b>	<b>2.250</b>	<b>34.491</b>

Concessions : 58.063 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 2.163

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	118.840	95.644
Caoutchouc	869	0
Chiffre d'affaires (000 EUR)	88.884	72.067
Résultat (000 EUR)	15.707	8.723
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile de palme	0,74	0,75
Caoutchouc	1,01	N.a.
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actifs immobilisés	74.124	73.184
Actifs circulants	18.563	21.401
Capitaux propres (*)	68.987	65.547
Dettes, provisions et tiers (*)	23.701	29.038
Résultat de l'exercice	10.303	5.722
Résultat distribué	6.864	6.177
Participation de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCIETE ANONYME FORESTIERE ET AGRICOLE « SAFA »

Capital : EUR 4.040.400.

Cette société de droit français détient 68,93% de Safacam S.A.

### SAFACAM S.A.

Capital : CFA 6.210.000.000.

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2017</b>			
Palmier	4.772	573	5.345
Hévéa	2.996	1.268	4.264
	<b>7.768</b>	<b>1.841</b>	<b>9.609</b>

Terrain agricole détenu en propre : 15.529 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 2.251

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	14.499	12.285
Huile de palmiste	8.248	7.547
Caoutchouc	5.216	5.671
Chiffre d'affaires (000 EUR)	24.902	22.765
Résultat (000 EUR)	2.807	1.219
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Produits palmiers	1,24	1,32
Caoutchouc	1,33	1,14
<b>Cours CFA/EUR</b>	<b>655,957</b>	<b>655,957</b>

Chiffres clés (millions de CFA)	2017	2016
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Actifs immobilisés	24.592	24.638
Actifs circulants	6.308	4.113
Capitaux propres (*)	20.998	20.784
Dettes, provisions et tiers (*)	9.903	7.968
Résultat de l'exercice	1.841	800
Résultat distribué	1.627	1.627
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	69,05	69,05

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : CFA 2.601.690.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2017: 28

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Oléine	5.429	5.454
Chiffre d'affaires (000 EUR)	9.654	10.380
Résultat (000 EUR)	266	-30
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile raffinée conditionnée	1,45	1,38
Huile raffinée en vrac	1,11	1,17
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>		
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
Actifs immobilisés	1.713	1.605
Actifs circulants	1.988	2.423
Capitaux propres	2.879	2.705
Dettes, provisions et tiers	822	1.323
Résultat de l'exercice	174	-20
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

## Portrait du Groupe

### AGRIPALMA Lda

Capital : STD 156.094.090.000.

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2017			
Palmier	0	2.100	2.100

Concessions : 4.917 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 649

	2017	2016
Cours moyen STD/EUR	24.498	24.498
Cours de clôture STD/EUR	24.498	24.498

Chiffres clés (millions de STD)	2017	2016
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	637.704	492.052
Actifs circulants	19.610	20.358
Capitaux propres	156.094	145.759
Dettes, provisions et tiers	501.220	366.651
Résultat de l'exercice	10.335	-3.787
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	88,00	88,00

## Portrait du Groupe

### BRABANTA S.A.

Capital : CDF 34.243.622.100.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

#### Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
<b>Au 31/12/2017</b>			
Palmier	6.082	88	6.170

Concessions : 29.538 hectares

Personnel permanent au 31/12/2017 : 2.532

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	13.065	13.288
Chiffre d'affaires (000 EUR)	8.478	10.130
Résultat (000 EUR)	-4.356	-5.853
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile de palme	0,65	0,76
Cours moyen CDF/EUR	1.669	1.120
Cours de clôture CDF/EUR	1.909	1.281

<i>Chiffres clés (millions de CDF)</i>	<i>2017</i>	<i>2016</i>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	82.972	80.922
Actifs circulants	70.480	35.191
Capitaux propres (*)	13.372	12.659
Dettes, provisions et tiers (*)	140.080	103.454
Résultat de l'exercice	-7.269	-6.555
Participation de Socfinaf S.A. (%)	99,80	99,80

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### **SOGESCOL FR S.A.**

Capital : CHF 5.300.000.

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2017 par un bénéfice de USD 8.558.211. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 8.500.000.

	2017	2016
Cours moyen USD/EUR	1,13	1,10
Cours de clôture USD/EUR	1,20	1,05

#### **Chiffres clés (milliers de USD)**

<b>Au 31 décembre</b>	2017	2016
Actifs immobilisés	856	883
Actifs circulants	46.438	34.390
Capitaux propres (*)	17.475	13.617
Dettes, provisions et tiers (*)	29.818	21.656
Résultat de l'exercice	8.558	4.735
Résultat distribué	4.700	5.700
Dividende unitaire brut (USD)	887	1.075
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000.

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2017 présente un résultat positif de EUR 5.808.268. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 6.000.000.

#### Chiffres clés (milliers de EUR)

Au 31 décembre	2017	2016
Actifs immobilisés	1.191	1.203
Actifs circulants	11.591	11.915
Capitaux propres (*)	11.802	11.994
Dettes, provisions et tiers (*)	981	1.123
Ventes et prestations	22.143	21.341
Résultat de l'exercice	5.808	5.558
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(\*) Avant affectation.

## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### 1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### Le marché international en 2017

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>re</sup> position sur SGX) en 2017 est de 1.651 USD/tonne FOB Singapour contre 1.378 USD/tonne en 2016.

Les cours du caoutchouc naturel ont poursuivi en début d'année la forte tendance haussière entamée durant le dernier trimestre 2016 et ce, notamment, suite à une demande mondiale soutenue combinée aux craintes d'une possible réduction de l'offre liée aux intempéries en Thaïlande, premier producteur mondial de caoutchouc naturel.

Dans ce contexte, les cours de la TSR20 ont atteint les 2.316 USD/tonne au courant du mois de février, leur plus haut niveau depuis fin 2013. Dans le même temps, les cours de la RSS3 approchaient les 3.000 USD/tonne FOB Singapour.

À partir de la mi-février, les pluies ont cessé en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais a également annoncé mettre en vente une partie importante de ses réserves de caoutchouc naturel. Dans le même temps et malgré les inondations en Thaïlande, l'association des principaux pays producteurs de caoutchouc en Asie a déclaré prévoir une production mondiale en 2017 en hausse de 4,4% par rapport à 2016, faisant à nouveau craindre aux investisseurs une surabondance de l'offre par rapport à la demande.

Les cours sont repassés en dessous des 2.000 USD/tonne début mars et ont baissé de façon presque continue pour passer début juin sous la barre des 1.400 USD/tonne, soit une baisse de plus de 40% par rapport au sommet de l'année atteint à la mi-février.

### Perspectives 2018

Les cours du caoutchouc naturel sont restés stables en ce début d'année, aux alentours des 1.450 - 1.500 USD/tonne FOB Singapour.

Afin de soutenir les cours, la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie ont à nouveau décidé fin 2017 de remettre en place des quotas d'exportation sur les trois premiers mois de l'année mais ce, sans préciser les tonnages concernés. Cette annonce n'a pour le moment, pas eu d'impact haussier sur les cours.

Les niveaux de stocks élevés au niveau mondial et en particulier en Chine continuent de peser sur les cours du caoutchouc et ce, malgré l'entrée des principaux pays producteurs en période d'hivernage, synonyme d'une baisse de la production.

Pour 2018, l'IRSG s'attend actuellement à nouveau à un surplus de production.

La baisse rapide des cours a également été influencée par la hausse des stocks de caoutchouc dans les entrepôts chinois après un restockage massif fin 2016, début 2017.

Les cours de la TSR20 ont évolué entre 1.350 et 1.550 USD/tonne durant les mois de juin, juillet et août et sont très brièvement remontés à 1.700 USD/tonne début septembre à la veille du Congrès du Parti Communiste Chinois.

Malgré une demande relativement soutenue en Europe et en Amérique du Nord et malgré la reprise des cours du pétrole, les cours du caoutchouc naturel ont stagné durant tout le dernier trimestre aux alentours des 1.400 - 1.500 USD/tonne. La TSR20 a atteint son plus bas niveau de l'année fin octobre à 1.344 USD/tonne FOB Singapour.

Dans ses dernières prévisions, l'International Rubber Study Group (IRSG) table désormais sur un surplus de production en 2017 de 290.000 tonnes. L'IRSG estime la production mondiale de caoutchouc naturel en 2017 aux alentours des 13,38 millions de tonnes, ce qui représenterait une hausse de 7,5% par rapport à 2016, contre une consommation estimée à 13,09 millions de tonnes, ce qui représenterait une hausse de 4% par rapport à 2016.

Les cours du TSR20 (1<sup>re</sup> position sur SGX) ont clôturé l'année à 1.469 USD/tonne.

Dans ce contexte d'un probable excédent de la production mondiale et des niveaux de stocks mondiaux élevés qui en résultent, les cours du caoutchouc naturel devraient rester sous pression en 2018. Dans le même temps, la reprise de l'Euro face au Dollar influence négativement le prix du caoutchouc pour les plantations situées en zone Franc CFA.

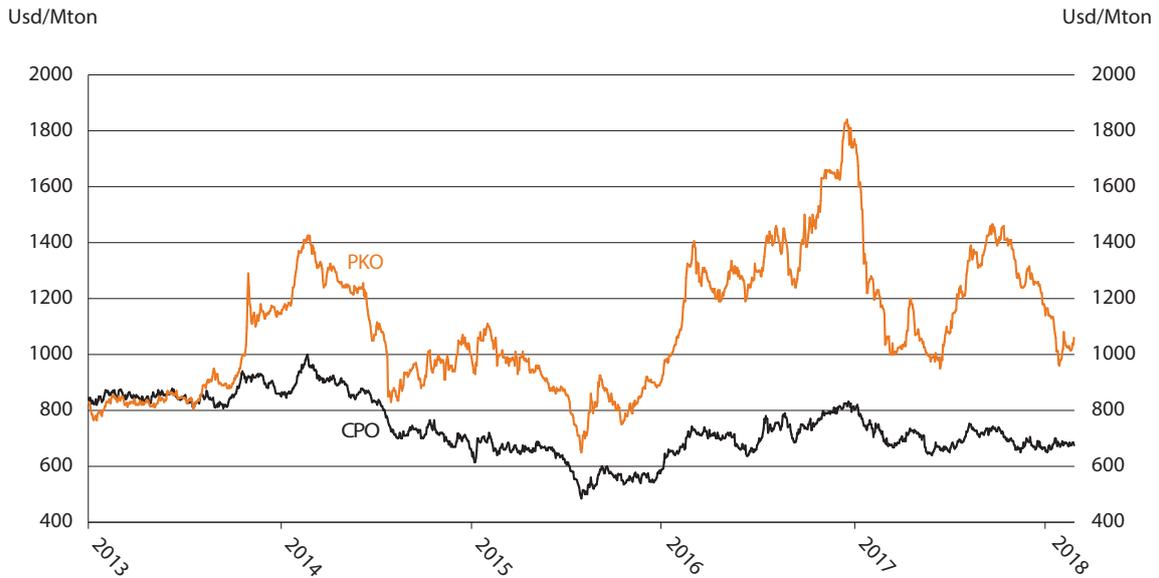
L'évolution des cours du caoutchouc naturel en 2018 dépendra de nombreux facteurs tels que l'évolution de l'offre et de la demande, tout particulièrement de la demande chinoise, l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs sur les bourses asiatiques, etc...

Le TSR20 FOB Singapour 1<sup>re</sup> position sur SGX cote au 14 mars 2018 à 1.470 USD/tonne.

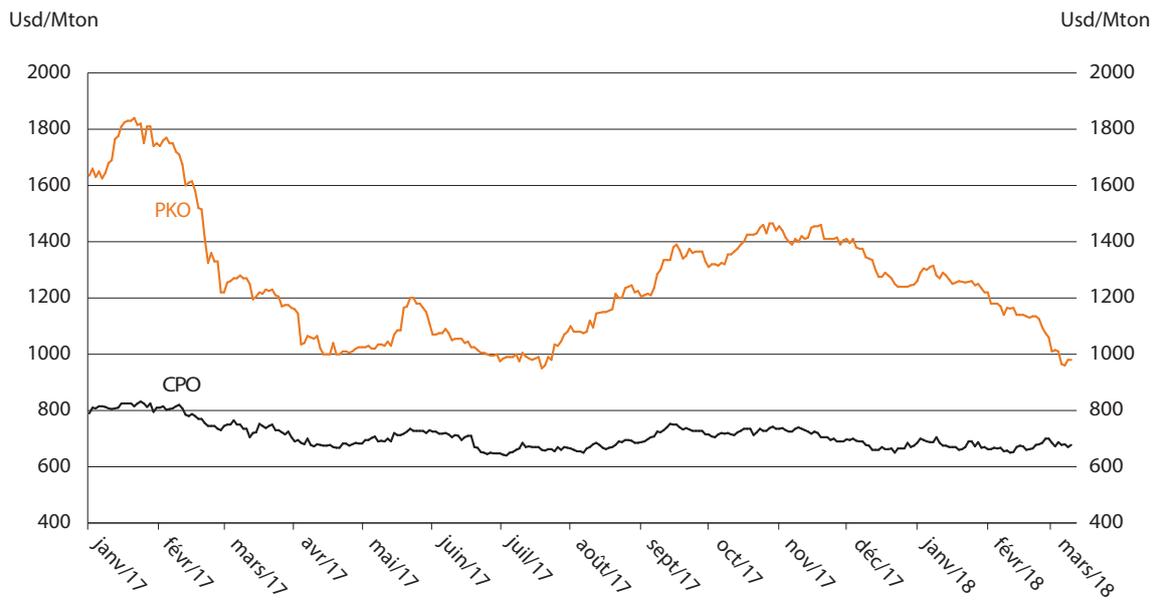
# Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

## 2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2018 (*)	2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2010	2005	2000	1995
Indonésie	38,2	36,8	32,1	33,4	30,8	28,4	22,1	14,1	7,1	4,2
Malaisie	20,9	19,9	17,3	20,0	19,6	19,2	17,0	15,0	10,8	7,8
Autres	11,4	11,1	9,5	9,1	8,8	8,6	6,8	4,8	4,1	3,2
<b>TOTAL</b>	<b>70,5</b>	<b>67,8</b>	<b>58,9</b>	<b>62,5</b>	<b>59,2</b>	<b>56,2</b>	<b>45,9</b>	<b>33,9</b>	<b>22,0</b>	<b>15,2</b>

(\*) Estimation.

### Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2017 à sept 2018 (*)	2017 (*)	2016	2015	2014	2013	2010	2005	2000	1995
Palme	70,5	67,8	58,9	62,5	59,2	56,2	45,9	33,9	22,0	15,2
Soja	55,1	53,9	51,5	48,8	45,1	42,7	40,2	33,6	25,4	20,2
Colza	25,8	25,3	25,0	26,3	26,9	25,2	24,0	16,2	14,3	10,8
Tournesol	18,2	18,9	16,4	15,1	16,3	14,0	12,5	9,7	9,7	8,7
Coton	4,4	4,2	4,1	4,7	4,9	5,0	4,6	5,0	3,8	3,9
Arachide	4,2	4,1	3,7	3,7	3,9	4,0	4,2	4,5	4,5	4,3
Palmiste	7,6	7,3	6,4	6,8	6,5	6,2	5,2	4,0	2,7	2,0
Coprah	2,8	2,4	2,7	2,9	3,1	3,3	3,6	3,2	3,2	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>188,6</b>	<b>183,9</b>	<b>168,7</b>	<b>170,8</b>	<b>165,9</b>	<b>156,6</b>	<b>140,2</b>	<b>110,1</b>	<b>85,7</b>	<b>68,4</b>

(\*) Estimation.

### Le marché international en 2017

La moyenne annuelle des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2017 est de 715 USD/tonne contre 700 USD/tonne en 2016.

Alors que les productions d'huile de palme augmentent chaque année en moyenne de 2 à 3 millions de tonnes, la production en 2016 a baissé de 3,6 millions de tonnes par rapport à 2015, conséquence directe du temps sec provoqué par le phénomène climatique El Niño. Cette baisse des productions a entraîné une diminution continue des stocks d'huile de palme au second semestre 2016 qui s'est poursuivie jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Les stocks d'huile de palme en Malaisie, indicateur de référence du marché, atteignaient ainsi fin février leur plus bas niveau depuis janvier 2011.

La baisse du niveau des stocks s'est accompagnée d'une hausse progressive des cours de l'huile de palme qui ont atteint les 830 USD/tonne CIF Rotterdam à la fin janvier.

Cependant, les perspectives d'une hausse massive des productions d'huile de palme au second semestre 2017 ont entraîné un sentiment négatif sur le marché et provoqué une baisse quasi-ininterrompue des cours jusqu'à la fin avril.

Les cours ont ensuite bénéficié d'un sursaut temporaire grâce à l'augmentation de la demande des pays musulmans en préparation des festivités du Ramadan. L'embellie n'a duré que quelques semaines avant que les cours ne s'érodent à nouveau, entraînés par les prévisions de hausse des productions en 2017 et 2018.

Au 30 juin 2017, le CPO CIF Rotterdam touchait ainsi les 640 USD/tonne, soit une baisse de plus de 20% par rapport au sommet atteint à la fin janvier.

Vers la fin du mois de juillet, les prix ont connu un nouveau rebond provoqué par un ralentissement inattendu de la hausse des productions en Asie et par une demande soutenue en provenance des pays

## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

importateurs, Inde et Chine en tête. Cette hausse s'est poursuivie au cours des mois suivants. Le CPO CIF Rotterdam atteignait ainsi 740 USD/tonne début novembre.

La hausse des cours a ensuite connu un coup d'arrêt suite à l'annonce faite par l'Inde, premier importateur d'huiles végétales au monde, d'une augmentation des taxes sur l'huile de palme importée. Cette hausse des

taxes en Inde combinée à la hausse des stocks et à une relative faiblesse de la demande en fin d'année, ont contribué à faire baisser les cours.

A fin décembre, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cotaient aux alentours des 675 USD/tonne.

### Perspectives 2018

Les experts estiment que la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de près de 9 millions de tonnes en 2017 pourrait encore augmenter de 3 à 4 millions de tonnes en 2018. La production d'huile de palme dans le monde pourrait donc dépasser les 70 millions de tonnes en 2018, soit deux fois plus qu'en 2005.

Les autres huiles végétales dont le soja, sont également en situation de production record. Cette offre abondante d'huiles végétales sur les marchés pourrait donc peser sur les prix.

Cette amplitude de l'offre intervient alors que l'Europe envisage d'interdire à partir de 2021 l'utilisation d'huile de palme pour la fabrication de biodiesel. L'Europe a consommé 3,5 millions de tonnes d'huile de palme pour fabriquer du biodiesel en 2017.

L'attitude de l'Inde concernant sa politique de taxe à l'import sur l'huile de palme mais également sur les huiles végétales concurrentes aura également une influence sur les cours.

Une possible réduction de productions de soja en Argentine suite à un climat trop sec, ainsi que d'éventuels problèmes climatiques aux Etats-Unis influencera également les cours des huiles végétales.

De nombreux autres facteurs difficilement maîtrisables tels que le climat, l'évolution des cours du pétrole, les politiques d'achat des pays importateurs, la mise en place de politiques fiscales incitatives ou de barrières douanières, etc. devraient également jouer un rôle dans l'évolution des cours de l'huile de palme en 2018.

Les cours de l'huile de palme CIF Rotterdam cotent au 14 mars 2018 aux alentours des 685 USD/tonne.

## Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

## Chiffres clés

### 1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa	Palmier
<b>Au 31 décembre 2017</b>			
Immatures (par année de planting)			
2017		1.601	4.631
2016		1.789	5.077
2015		1.846	4.690
2014		2.939	4.783
2013		2.895	544
2012		2.850	466
2011		1.444	890
2010		774	-
<b>TOTAL</b>		<b>16.139</b>	<b>21.080</b>

Jeunes	(de 8 à 11 ans)	12.356	(de 4 à 7 ans)	28.576
Matures	(de 12 à 22 ans)	9.170	(de 8 à 18 ans)	18.645
Vieux	(plus de 22 ans)	10.224	(plus de 18 ans)	20.693
<b>TOTAL</b>		<b>47.890</b>		<b>88.994</b>

Superficies (hectares)	2017	2016	2015	2014	2013
Palmier	88.994	85.925	82.134	77.732	65.009
Hévéa	47.890	48.273	49.427	49.150	43.456
<b>TOTAL</b>	<b>136.884</b>	<b>134.198</b>	<b>131.561</b>	<b>126.882</b>	<b>108.465</b>

Production	2017	2016	2015	2014	2013
<b>Huile de palme (tonnes)</b>					
Production propre	210.927	174.765	163.805	152.293	124.716
Achats aux tiers	24.730	20.626	21.084	15.282	14.977
<b>Caoutchouc (tonnes)</b>					
Production propre	48.672	45.004	50.553	48.659	43.242
Achats aux tiers	66.297	65.050	58.543	46.031	44.638

Chiffre d'affaires (millions d'EUR)	2017	2016	2015	2014	2013
Palmier	191,7	168,2	151,2	124,1	114,2
Hévéa	155,0	119,3	121,1	122,3	145,6
Autres	3,0	3,4	3,9	3,8	3,9
<b>TOTAL</b>	<b>349,8</b>	<b>290,9</b>	<b>276,2</b>	<b>250,2</b>	<b>263,7</b>

Personnel	2017	2016	2015	2014	2013
Effectifs moyens	20.105	19.154	20.544	17.240	15.283

## Chiffres clés

### 2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'EUR)	2017	2016	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	350	291	276	250	264
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	N.a.	N.a.	N.a.	N.a.	35
Résultat opérationnel	75	36	6	-9	30
Résultat "Part du Groupe"	22	5	-18	-20	10
Flux de trésorerie opérationnel	123	51	143	30	78
Flux de trésorerie libre	44	-30	19	-82	-37

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

### 3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'EUR)	2017	2016	2015	2014	2013 (*)
Actifs biologiques producteurs	379	387	377	304	575
Autres actifs non-courants	280	291	309	292	252
Actifs courants	128	134	146	132	116
Capitaux propres totaux	371	400	425	407	618
Passifs non-courants	151	161	137	155	160
Passifs courants	265	251	269	165	165

(\*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

## Données boursières

(EUR)	2017	2016	2015	2014	2013 (*)
Nombre d'actions	17.836.650	17.836.650	17.854.200	17.854.200	16.380.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	263.538.857	296.419.644	320.416.764	304.646.089	463.806.357
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	1,23	0,30	-0,98	-1,13	0,61
Dividende par action	0,10	0,10	0,00	0,15	0,25
Cours de bourse					
minimum	15,61	11,76	13,55	13,30	16,31
maximum	19,75	15,85	18,00	19,51	21,99
clôture	16,10	15,61	15,00	14,80	17,49
Capitalisation boursière	287.170.065	278.430.107	267.813.000	264.242.160	286.486.200
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	8,13%	33,33%	N.a.	-13,27%	40,98%
Dividendes/capitalisation boursière	0,62%	0,64%	N.a.	1,01%	1,43%
Cours de bourse/bénéfice par action	13,09	52,03	-15,31	-13,10	28,67

(\*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

## Faits marquants de l'exercice

- Souscription à l'augmentation de capital de Camseeds (Cameroun) à travers Socapalm S.A. ;
- Acquisition de 8% du capital de « SAC » Socfin Agricultural Company (Sierra Leone) pour porter le pourcentage de détention à 93%.

# Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

## 1. Introduction

Socfinaf S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

## 2. Conseil d'Administration

### Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président <sup>(a)</sup>	AGO 1981	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1993	AGO 2023
M. Philippe de Taux	Belge	1951	Administrateur <sup>(b)</sup> et Secrétaire Général	AGO 1997	AGO 2021
Bolloré Participations représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1997	AGO 2018
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Belge	1959	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1998	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur <sup>(b)</sup>	AGO 2007	AGO 2019
M. Fulgence Koffy	Ivoirienne	1935	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2011	AGO 2023
M. Gbenga Oyebode	Nigériane	1959	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2011	AGO 2023
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur <sup>(b)</sup>	AGO 2014	AGO 2020

(a) Administrateur dépendant non-exécutif

(b) Administrateur dépendant exécutif

Le mandat de Bolloré Participations S.A., administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2018. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat. Elle sera représentée par Monsieur Cyrille Bolloré.

### Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

#### Hubert Fabri

Président

#### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

#### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Vincent Bolloré**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odét et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odét et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

### **Philippe de Traux**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

### **Bolloré Participations**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odét, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Administration and Finance Corporation « AFICO »**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Luc Boedt**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Fulgence Koffy**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

### **Gbenga Oyebode**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Okomu Oil Palm Company ;
- Administrateur de Nestlé Nigeria.

### **François Fabri**

*Administrateur*

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

### Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

### Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

#### Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois.

#### Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;  
Mouvements de portefeuille ;  
Inventaire et évaluation du portefeuille ;  
Evolution des participations significatives ;  
Rapport de gestion ;  
Projets d'investissement ;  
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

#### Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2017 : 78%  
- 2016 : 81%  
- 2015 : 83%  
- 2014 : 71%  
- 2013 : 76%

## 3. Les Comités du Conseil d'Administration

### 3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2018. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 21 mars 2018, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### 3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité

de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

### 4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2017 s'élève à EUR 1.248.179 et pour l'exercice 2016 à EUR 854.133.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

### 5. Notification de l'actionariat

Le 31 décembre 2014, Socfinaf a émis 1.474.200 actions nouvelles portant le nombre total d'actions émises à 17.854.200. Toutes les déclarations déposées entre le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et le 31 décembre 2014 se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 16.380.000.

actions (soit 0,10% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. Les droits de vote et les droits au dividende de ces actions sont suspendus. Le nombre de droits de vote total de la Société s'élève à 17.836.650. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	10.497.046	58,85	01/02/2017
Bolloré (a) F-29500 Ergué Gaberic	80.642	0,49 (b)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (a) F-92800 Puteaux	1.157.929	7,07 (b)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (a) F-92800 Puteaux	176.636	1,08 (b)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (a) F-29500 Ergué Gaberic	58.993	0,36 (b)	03/09/2014
Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)	1.474.200	9,00 (b)	

(a) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré.

(b) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### 6. Calendrier financier

30 mai 2018	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
13 juin 2018	Paiement du dividende de l'exercice 2017 (coupon n° 40)
Fin septembre 2018	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2018
Mi-novembre 2018	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2018
Fin mars 2019	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2018
Mi-avril 2019	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2018
Mi-mai 2019	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 <sup>er</sup> trimestre 2019
29 mai 2019	Assemblée Générale Ordinaire à 10h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg [www.bourse.lu](http://www.bourse.lu) dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

### 7. Audit externe

<b>Réviseur d'entreprises agréé</b> C - CLERC S.A. 1 rue Pletzer L-8080 Bertrange.	En 2017, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 93.070,- TVAC.
---	---

### 8. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

### 9. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

## Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

## Rapport de gestion consolidé

### Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2018

Mesdames, Messieurs,

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2017 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

### Résultats consolidés

Pour l'exercice 2017, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 22 millions d'euros contre 5,3 millions d'euros en 2016. Il en résulte un profit net par action « Part du Groupe » de 1,23 euro contre 0,30 euro en 2016.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 349,8 millions d'euros en 2017 contre 290,9 millions d'euros en 2016 (+58,9 millions d'euros). Cette hausse du chiffre d'affaires résulte notamment de la hausse des prix (+72 millions d'euros) ainsi que la hausse des quantités vendues (+11,6 millions d'euros). Elle est toutefois atténuée par les effets de change (-21 millions d'euros), ainsi que la baisse du chiffre d'affaires relatif à la commercialisation des produits hors groupe (-3,7 millions d'euros).

Dans la même tendance que le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel s'inscrit à 74,6 millions d'euros contre 36,3 millions d'euros en 2016.

Les autres produits financiers sont en hausse à 4 millions d'euros contre 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ils incluent des gains de change pour un montant de 2,5 millions d'euros contre 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Les charges financières s'établissent à 16,6 millions d'euros contre 16,2 millions d'euros au 31 décembre 2016. Elles sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 9,5 millions d'euros (8,9 millions d'euros en 2016) et de pertes de change pour un montant de 6 millions d'euros (6,2 millions d'euros en 2016).

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 22,9 millions d'euros contre 12,2 millions d'euros en 2016.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en hausse à 7,7 millions d'euros en 2017 contre 3,9 millions d'euros en 2016.

### Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 658,7 millions d'euros contre 678 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une diminution de -19,3 millions d'euros. Les immobilisations corporelles sont notamment l'objet des mouvements suivants : acquisitions (+41,4 millions d'euros), amortissements et réductions de valeur (-25,7 millions d'euros), écarts de conversion (-31,8 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 127,8 millions d'euros contre 134 millions d'euros au 31 décembre 2016.

La trésorerie est en baisse de -3,6 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 263,5 millions d'euros contre 296,4 millions d'euros en 2016. Cette baisse des fonds propres de l'ordre de 32,9 millions d'euros provient, pour l'essentiel, de la diminution de la réserve pour écarts de conversion (-49,7 millions d'euros) et du résultat de l'exercice (22 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », de 14,78 euros contre 16,62 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2017, le cours de bourse s'élève quant à lui à 16,10 euros.

## Rapport de gestion consolidé

Les passifs courants et non-courants sont en augmentation à 415,3 millions d'euros contre 412,4 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement est en baisse à 184,2 millions d'euros en 2017 contre 203,1 millions d'euros en 2016. Il s'agit principalement des dettes de Socfinaf S.A. vis-à-vis de Socfin pour 131 millions d'euros ainsi que de l'endettement local des filiales pour 53,2 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en baisse à 11,8 millions d'euros contre 12,1 millions d'euros en 2016, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en hausse à 23 millions d'euros contre 14 millions d'euros en 2016.

Enfin, les autres dettes incluent des avances d'actionnaires à court terme de 40,2 millions d'euros ainsi que des avances du cash pooling pour 92 millions d'euros.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 123,2 millions d'euros durant l'exercice 2017 (50,6 millions d'euros en 2016). Il provient principalement de la capacité d'autofinancement pour 106,3 millions d'euros (72,4 millions d'euros lors de l'exercice précédent) ainsi que de l'augmentation des avances du cash pooling pour 16,3 millions d'euros.

Les activités d'investissement ont mobilisé 79,6 millions d'euros (71,1 millions d'euros en 2016). Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 81,1 millions d'euros (69,2 millions d'euros en 2016). Les opérations de financement ont mobilisé 29,6 millions d'euros (contre 21,9 millions d'euros générés en 2016), dont 12 millions d'euros de dividendes (7 millions d'euros en 2016).

### Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2017, la trésorerie nette s'élève à +7,4 millions d'euros en hausse de 12,1 millions d'euros sur l'exercice.

## PERSPECTIVES 2018

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

## ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

## GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

### SYSTEME GENERAL DE CONTROLE INTERNE ADAPTE AUX SPECIFICITES DES ACTIVITES DU GROUPE

---

#### Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

#### Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

#### Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

#### Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

#### Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

#### Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux

## Rapport de gestion consolidé

opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicable aux comptes consolidés.

### ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

---

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

**Le Conseil d'Administration**

Aux Actionnaires de  
**SOCFINAF S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

### RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

#### Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

##### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINAF S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

##### Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 35. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes

sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

##### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Les questions clés de l'audit des états financiers consolidés au 31 décembre 2017 du Groupe sont les suivantes :

##### *Pertes de valeur sur actifs biologiques producteurs*

###### Risque identifié

Au 31 décembre 2017, la valeur des actifs biologiques producteurs du Groupe s'élève à 379 millions d'euros pour un total bilan de 787 millions d'euros.

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs,

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 24 « Dépréciations d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités mises en œuvre par le Groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et lors de la survenance d'un indice de perte de valeur, les modalités de détermination de la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs sur la base de laquelle une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>ère</sup> position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans. Le groupe compare également la moyenne sur 6 mois ainsi que la moyenne sur les 12 derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur 5 ans. En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est un point clé de l'audit en raison de leur montant significatif dans l'état de la situation financière consolidée, et parce que l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur et, le cas échéant la détermination de la valeur recouvrable des actifs, fait appel au jugement.

### Réponse d'audit apportée

Afin de répondre à ce risque, nous avons mis en œuvre les travaux suivants :

- Examiner la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs" ;
- Effectuer un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;

- Effectuer une revue des travaux des auditeurs des filiales significatives afin de s'assurer de leur correcte appréhension du risque lié à la perte de valeur des actifs biologiques ;
- Effectuer périodiquement des visites sur les sites de plantation des filiales significatives ;
- Effectuer une vérification des données utilisées par le Groupe pour conclure à l'absence d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2017. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier les données utilisées par le Groupe en les comparant à d'autres sources, et à effectuer une revue des indicateurs de performance internes des filiales du Groupe en les comparant avec des sociétés comparables.
- Vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6 « Actifs biologiques producteurs » et 24 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

### Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

### Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 10 ans.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 116 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

### Autre sujet

La déclaration sur la gouvernance d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Le rapport de développement durable tel que publié sur le site Internet de la société [http://www.socfin.com/fr/dveloppement\\_durable/](http://www.socfin.com/fr/dveloppement_durable/) relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Ce rapport comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68bis paragraphe (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 19 avril 2018

**C-CLERC S.A.**  
*Cabinet de révision agréé*

**Mónika Tasi**  
*Réviseur d'Entreprises Agréé*

## Etats financiers consolidés

### 1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2017	31/12/2016
<b>ACTIFS</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations incorporelles	4	3.382.398	4.066.835
Immobilisations corporelles	5	237.723.239	246.014.131
Actifs biologiques producteurs	6	378.976.616	387.264.349
Participations dans des entreprises associées	8	26.386.023	25.223.911
Titres disponibles à la vente	9	91.902	47.570
Avances à long terme		1.783.963	1.639.439
Actifs d'impôts différés	10	9.773.250	13.257.712
Autres actifs non-courants		571.308	459.384
		<b>658.688.699</b>	<b>677.973.331</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	11	55.304.796	44.459.436
Créances commerciales	12	17.991.656	17.610.165
Autres créances	13	20.818.964	32.629.429
Actifs d'impôts exigibles	14	9.899.990	11.861.599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	23.800.263	27.437.600
		<b>127.815.669</b>	<b>133.998.229</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>786.504.368</b>	<b>811.971.560</b>

## Etats financiers consolidés

		31/12/2017	31/12/2016
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>Note</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>			
Capital souscrit	16	35.708.400	35.708.400
Prime d'émission	16	87.453.866	87.453.866
Réserve légale	17	3.570.840	3.570.840
Réserves consolidées		158.512.249	157.502.704
Ecart de conversion		-43.710.124	6.847.217
Résultat de l'exercice		22.003.626	5.336.617
		<b>263.538.857</b>	<b>296.419.644</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			
	7	<b>107.642.899</b>	<b>103.160.143</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>		<b>371.181.756</b>	<b>399.579.787</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Passifs d'impôts différés	10	11.798.350	12.136.884
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	8.737.089	5.898.274
Dettes financières à plus d'un an	19	123.654.846	126.151.852
Autres dettes	20	6.484.586	17.236.602
		<b>150.674.871</b>	<b>161.423.612</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes financières à moins d'un an	19	60.500.905	76.980.243
Dettes commerciales		32.521.043	29.614.470
Passifs d'impôts exigibles	14	23.016.718	13.965.704
Provisions		2.354.979	3.156.473
Autres dettes	20	146.254.096	127.251.271
		<b>264.647.741</b>	<b>250.968.161</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>786.504.368</b>	<b>811.971.560</b>

## Etats financiers consolidés

### 2. Compte de résultat consolidé

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	33	349.777.523	290.907.412
Production immobilisée		39.117.019	40.869.338
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		11.474.917	-398.240
Autres produits opérationnels		3.642.607	5.099.648
Matières premières et consommables utilisés		-119.396.565	-104.367.106
Autres charges externes		-94.631.441	-85.656.533
Frais de personnel	22	-58.542.298	-55.825.252
Amortissements et réductions de valeurs	23	-41.656.132	-42.672.257
Autres charges opérationnelles		-15.165.678	-11.626.197
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>74.619.952</b>	<b>36.330.813</b>
Autres produits financiers	25	3.962.675	3.715.898
Plus-values sur cessions d'actifs		258.760	93.685
Moins-values sur cessions d'actifs		-1.544.599	-610.021
Charges financières	26	-16.561.396	-16.197.365
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>60.735.392</b>	<b>23.333.010</b>
Charge d'impôts sur le résultat	27	-22.861.444	-12.178.903
Charge d'impôts différés	27	-1.682.901	3.729.532
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	7.675.166	3.903.016
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>43.866.213</b>	<b>18.786.655</b>
<b>Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>21.862.587</b>	<b>13.450.038</b>
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>22.003.626</b>	<b>5.336.617</b>
<b>Résultat net par action non dilué</b>	28	<b>1,23</b>	<b>0,30</b>
<b>Nombre d'actions Socfinaf S.A.</b>		<b>17.836.650</b>	<b>17.836.650</b>
Résultat net par action non dilué		1,23	0,30
Résultat net par action dilué		1,23	0,30

## Etats financiers consolidés

### 3. Etat du résultat étendu consolidé

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>43.866.213</b>	<b>18.786.655</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>			
Pertes et gains actuariels	18	-2.784.487	1.114.616
Impôts sur les pertes et gains actuariels		828.388	-258.029
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-1.956.099</i>	<i>856.587</i>
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		-54.628.037	-37.839.409
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		-578.614	-185.456
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-55.206.651</i>	<i>-38.024.865</i>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>		<b>-57.162.750</b>	<b>-37.168.278</b>
<b>Résultat étendu</b>		<b>-13.296.537</b>	<b>-18.381.623</b>
<b>Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>16.347.126</b>	<b>5.334.310</b>
<b>Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>-29.643.663</b>	<b>-23.715.933</b>

## Etats financiers consolidés

### 4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		22.003.626	5.336.617
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		21.862.587	13.450.038
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-7.675.166	-3.903.016
Dividendes des entreprises associées	8	6.006.344	7.431.213
Juste valeur de la production agricole	11	-5.815.726	695.594
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		1.221.747	-3.644.815
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		42.911.554	44.118.458
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		1.285.839	516.336
Charge d'impôts	27	24.544.345	8.449.371
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>106.345.150</b>	<b>72.449.796</b>
<b>Intérêts payés - reçus</b>		<b>8.061.767</b>	<b>7.602.135</b>
<b>Impôts payés</b>		<b>-22.861.444</b>	<b>-12.178.903</b>
Variation de stocks		-7.573.544	-5.527.561
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		5.524.512	5.849.689
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		31.148.666	-17.085.396
Comptes de regularisation		2.534.944	-508.689
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>31.634.578</b>	<b>-17.271.957</b>
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>123.180.051</b>	<b>50.601.071</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		153.047	-387.274
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-81.139.058	-69.208.123
Cessions d'immobilisations corporelles		1.271.680	350.241
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		67.829	-1.779.210
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	0	-121.426
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>-79.646.502</b>	<b>-71.145.792</b>
<b>Activités de financement</b>			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-1.783.665	0
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-10.231.516	-7.026.860
Produits d'emprunts		15.548.476	66.637.962
Remboursements d'emprunts		-25.100.142	-30.107.620
Intérêts payés - reçus		-8.061.767	-7.602.135
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-29.628.614</b>	<b>21.901.347</b>
Incidence des écarts de conversion		-1.791.811	-2.807.755
Entrées/sorties de périmètre		3.973	15.867
<b>Variation nette de trésorerie</b>		<b>12.117.097</b>	<b>-1.435.262</b>
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	15	-4.754.991	-3.319.729
Trésorerie au 31 décembre	15	7.362.106	-4.754.991
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>12.117.097</b>	<b>-1.435.262</b>

## Etats financiers consolidés

### 5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	35.708.400	87.453.866	3.570.840	36.158.468	157.525.190	320.416.764	104.954.949	425.371.713
Résultat de l'exercice					5.336.617	5.336.617	13.450.038	18.786.655
Pertes et gains actuariels					587.151	587.151	269.436	856.587
Ecarts de conversion des entités contrôlées				-29.454.245	0	-29.454.245	-8.385.164	-37.839.409
Variation du résultat étendu des entreprises associées				142.994	-328.450	-185.456	0	-185.456
<b>Résultat étendu</b>				<b>-29.311.251</b>	<b>5.595.318</b>	<b>-23.715.933</b>	<b>5.334.310</b>	<b>-18.381.623</b>
Annulation d'actions					-234.663	-234.663	0	-234.663
Dividendes					0	0	-7.062.362	-7.062.362
Autres variations					-46.524	-46.524	-66.754	-113.278
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-281.187</b>	<b>-281.187</b>	<b>-7.129.116</b>	<b>-7.410.303</b>
<b>Situation au 31 décembre 2016</b>	35.708.400	87.453.866	3.570.840	6.847.217	162.839.321	296.419.644	103.160.143	399.579.787
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	35.708.400	87.453.866	3.570.840	6.847.217	162.839.321	296.419.644	103.160.143	399.579.787
Résultat de l'exercice					22.003.626	22.003.626	21.862.587	43.866.213
Pertes et gains actuariels					-1.342.760	-1.342.760	-613.339	-1.956.099
Ecarts de conversion des entités contrôlées				-49.725.915	0	-49.725.915	-4.902.122	-54.628.037
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-831.426	252.812	-578.614	0	-578.614
<b>Résultat étendu</b>				<b>-50.557.341</b>	<b>20.913.678</b>	<b>-29.643.663</b>	<b>16.347.126</b>	<b>-13.296.537</b>
Dividendes					-1.783.665	-1.783.665	-10.609.759	-12.393.424
Autres variations					-1.453.459	-1.453.459	-1.254.611	-2.708.070
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-3.237.124</b>	<b>-3.237.124</b>	<b>-11.864.370</b>	<b>-15.101.494</b>
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	35.708.400	87.453.866	3.570.840	-43.710.124	180.515.875	263.538.857	107.642.899	371.181.756

	2017	2016
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	1.783.665	0
Nombre d'actions	17.836.650	17.836.650
Dividende par action distribué sur la période	0,10	0,00

### 6. Annexe aux états financiers consolidés

#### Note 1. Généralités et méthodes comptables

##### 1.1. Généralités

Socfinaf S.A. (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 6225.

##### 1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 19 avril 2018, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

*De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2017 sont entrés en vigueur :*

- Les amendements à IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie » :  
Selon ces amendements, une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs découlant des activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

Le Groupe a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2017 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

*Les normes ou amendements publiés qui ne sont pas d'application obligatoire mais qui pourraient avoir une incidence sur les comptes consolidés sont les suivants :*

- IFRS 9 Instruments financiers :

Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». IFRS 9 est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Excepté pour la comptabilité de couverture, une application rétrospective est obligatoire sans obligation de fournir des informations comparatives. Le Groupe prévoit d'adopter la nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur et ne prévoit pas d'ajuster les informations comparatives.

En 2017, le Groupe a effectué une évaluation détaillée de l'impact des quatre aspects de la norme. Cette évaluation est basée sur les informations disponibles au moment de l'évaluation et pourrait subir des changements liés à d'autres informations qui pourraient être disponibles en 2018. Globalement, le Groupe ne s'attend pas à un impact significatif sur son état de la situation financière consolidée et sur ses capitaux propres. Toutefois les nouvelles exigences de la norme en matière de dépréciation des actifs financiers influenceront la présentation des informations contenues dans les annexes qui s'y rapportent.

Le Groupe ne prévoit pas d'implémenter des changements majeurs dans la classification de certains instruments financiers.

- (a) *Classification et évaluation :*

Les actifs financiers sont classifiés et mesurés selon les normes dont ils dépendent et selon les caractéristiques de leur flux de trésorerie contractuel. Les passifs financiers sont classés

## Etats financiers consolidés

d'une manière similaire à IAS 39, cependant il y a des différences dans les exigences en ce qui concerne les principes comptables utilisés pour mesurer le risque de crédit propre à l'entité.

Le Groupe continuera à évaluer à la juste valeur tous ses actifs actuellement évalués à la juste valeur.

(b) *Dépréciation des actifs financiers :*

La norme introduit un modèle de «perte de crédit attendue» pour la mesure de dépréciation des actifs financiers. Il n'est donc plus nécessaire qu'un événement de crédit se soit produit avant qu'une perte de crédit soit constatée.

IFRS 9 exige de comptabiliser les pertes attendues sur tous les instruments de dettes, prêts et créances commerciales soit sur une durée de 12 mois, soit sur la durée de vie des instruments.

(c) *Comptabilité de couverture :*

La norme introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui est conçu pour être plus étroitement aligné sur la façon dont les entités entreprennent des activités de gestion des risques lorsqu'elles couvrent les expositions aux risques financiers et non financiers.

Le Groupe a déterminé que les relations de couverture existantes qui sont actuellement désignées comme relations de couverture efficaces continueront à remplir les conditions pour une comptabilité de couverture sous IFRS 9.

(d) *Décomptabilisation :*

Les exigences relatives à la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers sont transposées d'IAS39 à l'identique. Il n'y a donc pas de changements.

- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » :

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, qui fournit un cadre unifié pour déterminer le moment, l'évaluation et la comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'objectif de la nouvelle norme est de comptabiliser les produits au fur et à mesure que les obligations de performance sont remplies plutôt que sur la base du transfert des risques et des avantages.

L'IFRS 15 inclut un ensemble d'informations à fournir, y compris des informations qualitatives et quantitatives sur les contrats avec les clients pour comprendre la nature, le montant, le moment de la comptabilisation et l'incertitude des revenus. La norme remplace IAS 18 «Produits des activités ordinaires», IAS 11 «Contrats de construction» et un certain nombre d'interprétations liées aux produits.

Les produits du Groupe proviennent principalement de la vente de biens dans le cadre des prestations dans lesquelles le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété et l'exécution des obligations de rendement du Groupe ont lieu en même temps. Par conséquent, le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette nouvelle norme aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés sauf pour l'impact qu'elle aura sur l'annexe aux états financiers consolidés.

Le Groupe prévoit d'adopter la nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur en utilisant une approche rétrospective modifiée sans aucun expédient pratique et remaniera le cas échéant ses informations comparatives en conséquence.

- IFRS 16 « Contrats de location » :

La norme IFRS 16, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019, annule et remplace la norme IAS 17 ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27).

Cette nouvelle norme exige la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière selon un modèle unique, faisant disparaître la distinction actuelle entre contrats de location-financement et contrats de location simple.

Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.

Un examen préliminaire et une évaluation des contrats de location du Groupe indique que la plupart de ces prestations répondront aux définition d'un bail selon IFRS 16.

La quantification réelle de l'impact de l'application de l'IFRS 16 sur les comptes consolidés est en cours et dépendra de la conjoncture économique et de la composition des baux du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## Etats financiers consolidés

### - L'interprétation IFRIC 22 « Opérations en devises et paiements d'avance » :

La norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » précise le cours de change à utiliser pour enregistrer une transaction en monnaie étrangère lors de sa comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Mais la norme ne traite pas de la question du cours de change à retenir lorsqu'un paiement anticipé a été effectué. Selon cette interprétation, en cas d'avances multiples, le cours de change doit être déterminé pour chaque transaction de paiement ou encaissement.

Cette interprétation est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne.

### - L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

L'interprétation clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Cette interprétation est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne.

Il n'y a pas d'autre nouvelle norme, mise à jour ou interprétation publiée qui n'est pas encore d'application obligatoire dont l'impact pourrait être significatif pour le Groupe.

### 1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2017 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

### 1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf S.A. ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinaf S.A. exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

#### a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

#### b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf S.A. exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part

## Etats financiers consolidés

du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

### 1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

### 1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

### 1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

### 1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont

## Etats financiers consolidés

comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2017	2016	2017	2016
1 euro est égal à :				
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Livre sterling	0,8872	0,856	0,8749	0,820
Cedi ghanéen	5,2957	4,4274	4,9399	4,3317
Riel Cambodgien	4,842	4,255	4,589	4,471
Naira nigérian	366,26	321,58	346,69	272,88 (*)
Dobra de São Tomé	24,498	24,498	24,498	24,498
Franc congolais	1,909	1,281	1,669	1,120
Dollar américain	1,1993	1,0541	1,1347	1,1026

(\*) Suite à la dévaluation du naira nigérian au second semestre 2016, un deuxième taux moyen a été utilisé pour la conversion des produits et charges dans cette devise.

### 1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

### 1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

## Etats financiers consolidés

### 1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

#### *Actifs biologiques producteurs*

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs- Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

#### *Production agricole*

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas

produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

### 1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

## Etats financiers consolidés

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

### 1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est

comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

### 1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

Suite aux amendements à IFRS 9, le Groupe prévoit d'appliquer l'approche simplifiée et de comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie de tous ses prêts et créances commerciales.

Le Groupe a estimé que, dû au caractère non garanti de certains prêts et créances commerciales,

## Etats financiers consolidés

la provision pour dépréciation augmentera d'un montant de 124.512 euros avec une diminution liée dans les passifs d'impôts différés d'un montant de 50.315 euros.

### 1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### 1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

#### - Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de

flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

#### - Autres instruments :

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

#### *Prêts et emprunts*

Les prêts portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

## Etats financiers consolidés

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

### ***Instruments de capitaux propres***

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

### ***Titres disponibles à la vente***

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des

pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

### ***Autres actifs et passifs financiers***

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

## Etats financiers consolidés

### 1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

### 1.19. Engagements de retraite

#### *Plans à cotisations définies*

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

#### *Plans à prestations définies*

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de

sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

### 1.20. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont

## Etats financiers consolidés

réduits pour les retours clients estimés et autres allocations similaires.

Les produits provenant des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le Groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, lorsqu'il ne conserve plus le contrôle des biens vendus, lorsque le montant des revenus peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe et les coûts encourus ou à engager en rapport avec cette transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

### 1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

### 1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus

## Etats financiers consolidés

faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

### 1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

### 1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

### 1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16 et IAS 36. En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

## Etats financiers consolidés

### Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)
	2017	2017	2017	2016	2016	2016
<b>AFRIQUE</b>						
<b>Hévéa et palmier</b>						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,12	66,12	IG	66,12	66,12	IG
SAFACAM S.A.	69,05	69,05	IG	69,05	69,05	IG
SOCAPALM S.A.	67,46	67,46	IG	67,46	67,46	IG
<b>Hévéa</b>						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
<b>Palmier</b>						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	93,00	93,00	IG	85,00	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	67,46	100,00	IG	67,46	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	88,00	88,00	IG	88,00	88,00	IG
BRABANTA S.A.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
<b>Autres activités</b>						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
CAMSEEDS	67,15	99,54	IG	0,00	0,00	NC
<b>EUROPE</b>						
<b>Autres activités</b>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
STP INVEST S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE

(\*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence - NC : Non Consolidé.

## Etats financiers consolidés

### Liste des filiales et entreprises associées

- \* AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- \* BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* CAMSEEDS est une société de droit camerounais spécialisée dans la recherche, le développement et la production de semences (palmier).
- \* CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- \* INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- \* LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- \* MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- \* OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- \* SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée en Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- \* SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- \* SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- \* SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- \* SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- \* SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- \* SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- \* SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- \* STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- \* SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité l'usinage et la commercialisation de caoutchouc.
- \* TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.

## Etats financiers consolidés

### Note 3. Acquisitions d'activités

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, Socapalm a augmenté le capital de Camseeds de 3,3 millions d'euros diluant ainsi le deuxième actionnaire Socfin Research. A l'issue de cette transaction, Socapalm détient 99,54% de Camseeds et cette dernière entre dans le périmètre de consolidation.

Socfinaf S.A. a acquis courant 2016 pour 0,12 million d'euros 0,12% de Safacam S.A.

	2017	2016
	EUR	EUR
Actifs non-courants	2.603.829	42.471
Actifs courants	412.997	9.670
Passifs non-courants	0	-6.153
Passifs courants	-1.704.467	-5.987
<b>Actif net acquis</b>	<b>1.312.359</b>	<b>40.001</b>
Ecart comptabilisé dans les fonds propres (variation de périmètre)	913.164	81.425
<b>Prix total payé</b>	<b>2.225.523</b>	<b>121.426</b>
Acquisition par compensation de créance	-686.383	0
Acquisition par apport en nature	-1.539.141	0
Réglé en liquidités	0	-121.426
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	0	-121.426
<b>Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>-121.426</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 4. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>19.936</b>	<b>677.420</b>	<b>1.552.103</b>	<b>2.249.459</b>
Acquisitions de l'exercice	0	285.693	101.580	387.273
Reclassements vers d'autres postes	3.407.602	-1.799	-399.039	3.006.764
Ecart de conversion	-73.684	3.487	-36.565	-106.762
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016</b>	<b>3.353.854</b>	<b>964.801</b>	<b>1.218.079</b>	<b>5.536.734</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>-19.936</b>	<b>-365.251</b>	<b>-1.229.465</b>	<b>-1.614.652</b>
Amortissements de l'exercice	-68.152	-55.752	-187.057	-310.961
Reclassements vers d'autres postes	0	0	415.709	415.709
Ecart de conversion	1.474	1.964	36.567	40.005
<b>Amortissements au 31 décembre 2016</b>	<b>-86.614</b>	<b>-419.039</b>	<b>-964.246</b>	<b>-1.469.899</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2016</b>	<b>3.267.240</b>	<b>545.762</b>	<b>253.833</b>	<b>4.066.835</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>3.353.854</b>	<b>964.801</b>	<b>1.218.079</b>	<b>5.536.734</b>
Acquisitions de l'exercice	0	95.733	93.184	188.917
Sorties de l'exercice	-245	0	-343.196	-343.441
Reclassements vers d'autres postes	0	0	338.899	338.899
Ecart de conversion	-546.615	-46.723	-8.963	-602.301
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>2.806.994</b>	<b>1.013.811</b>	<b>1.298.003</b>	<b>5.118.808</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-86.614</b>	<b>-419.039</b>	<b>-964.246</b>	<b>-1.469.899</b>
Amortissements de l'exercice	-59.761	-35.082	-206.752	-301.595
Reprises d'amortissements de l'exercice	245	0	2.750	2.995
Ecart de conversion	14.947	8.179	8.963	32.089
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-131.183</b>	<b>-445.942</b>	<b>-1.159.285</b>	<b>-1.736.410</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>2.675.811</b>	<b>567.869</b>	<b>138.718</b>	<b>3.382.398</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>16.128.553</b>	<b>172.045.031</b>	<b>83.279.658</b>	<b>186.171.480</b>	<b>54.563.652</b>	<b>1.321.033</b>	<b>513.509.407</b>
Acquisitions de l'exercice	1.936.754	1.790.367	1.666.009	6.729.086	14.025.629	2.164.125	28.311.970
Sorties de l'exercice	-173.068	-38.973	-1.004	-1.867.968	0	0	-2.081.013
Reclassements vers d'autres postes	-1.233.205	32.359.521	1.210.136	4.299.286	-38.045.179	-2.260.457	-3.669.898
Ecart de conversion	-3.344.060	-6.817.182	-11.044.907	-7.995.677	-1.619.434	0	-30.821.260
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016</b>	<b>13.314.974</b>	<b>199.338.764</b>	<b>75.109.892</b>	<b>187.336.207</b>	<b>28.924.668</b>	<b>1.224.701</b>	<b>505.249.206</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>-1.191.628</b>	<b>-74.283.763</b>	<b>-47.547.706</b>	<b>-119.239.795</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-242.262.892</b>
Amortissements de l'exercice	-29.326	-9.073.944	-4.936.962	-14.406.568	0	0	-28.446.800
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	8.891	947	1.705.570	0	0	1.715.408
Ecart de conversion	5.968	1.233.891	4.433.433	4.085.917	0	0	9.759.209
<b>Amortissements au 31 décembre 2016</b>	<b>-1.214.986</b>	<b>-82.114.925</b>	<b>-48.050.288</b>	<b>-127.854.876</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-259.235.075</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2016</b>	<b>12.099.988</b>	<b>117.223.839</b>	<b>27.059.604</b>	<b>59.481.331</b>	<b>28.924.668</b>	<b>1.224.701</b>	<b>246.014.131</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>13.314.974</b>	<b>199.338.764</b>	<b>75.109.892</b>	<b>187.336.207</b>	<b>28.924.668</b>	<b>1.224.701</b>	<b>505.249.206</b>
Acquisitions de l'exercice	1.629.437	3.639.518	3.712.190	11.233.558	13.274.421	7.873.594	41.362.718
Sorties de l'exercice	-60.506	-9.787	-121.692	-4.502.218	0	0	-4.694.203
Reclassements vers d'autres postes	-2.852.016	1.877.539	4.545.237	5.118.980	-7.938.365	-4.793.070	-4.041.695
Changements de périmètre	0	0	0	370.535	570.384	442.252	1.383.171
Ecart de conversion	-1.043.236	-13.462.481	-4.496.380	-9.702.265	-2.906.618	-167.533	-31.778.513
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>10.988.653</b>	<b>191.383.553</b>	<b>78.749.247</b>	<b>189.854.797</b>	<b>31.924.490</b>	<b>4.579.944</b>	<b>507.480.684</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-1.214.986</b>	<b>-82.114.925</b>	<b>-48.050.288</b>	<b>-127.854.876</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-259.235.075</b>
Amortissements de l'exercice	-28.474	-9.061.658	-4.533.199	-12.099.246	0	0	-25.722.577
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	3.407	33.017	3.940.839	0	0	3.977.263
Reclassements vers d'autres postes	0	1.050.449	-966.063	-84.386	0	0	0
Changements de périmètre	0	0	0	-30.083	0	0	-30.083
Ecart de conversion	8.177	2.484.146	2.472.766	6.287.938	0	0	11.253.027
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-1.235.283</b>	<b>-87.638.581</b>	<b>-51.043.767</b>	<b>-129.839.814</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-269.757.445</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>9.753.370</b>	<b>103.744.972</b>	<b>27.705.480</b>	<b>60.014.983</b>	<b>31.924.490</b>	<b>4.579.944</b>	<b>237.723.239</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 6. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévéa		Autres	Total
	Mature	Immature	Mature	Immature		
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>224.115.865</b>	<b>141.985.900</b>	<b>108.558.213</b>	<b>85.366.742</b>	<b>14.348</b>	<b>560.041.068</b>
Acquisitions de l'exercice	4.847.662	24.592.374	138.041	11.318.077	0	40.896.154
Sorties de l'exercice	-4.007.114	0	-3.171.362	0	0	-7.178.476
Reclassements vers d'autres postes	31.891.403	-31.129.942	3.022.454	-2.550.710	0	1.233.205
Ecarts de conversion	-11.119.199	-9.031.246	-2.914.021	-2.064.605	0	-25.129.071
Autres	-4.029.056	4.029.056	0	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2016</b>	<b>241.699.561</b>	<b>130.446.142</b>	<b>105.633.325</b>	<b>92.069.504</b>	<b>14.348</b>	<b>569.862.880</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>-75.282.381</b>	<b>0</b>	<b>-44.056.067</b>	<b>0</b>	<b>-9.985</b>	<b>-119.348.433</b>
Amortissements de l'exercice	-8.864.429	0	-5.050.012	0	-56	-13.914.497
Reprises d'amortissements de l'exercice	4.007.114	0	2.682.375	0	0	6.689.489
Ecarts de conversion	2.095.926	0	983.176	0	0	3.079.102
<b>Amortissements au 31 décembre 2016</b>	<b>-78.043.770</b>	<b>0</b>	<b>-45.440.528</b>	<b>0</b>	<b>-10.041</b>	<b>-123.494.339</b>
<b>Réductions de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>-18.819.214</b>	<b>-15.242.786</b>	<b>-1.288.029</b>	<b>-28.025.448</b>	<b>0</b>	<b>-63.375.477</b>
Reclassements vers d'autres postes	-2.943.741	2.943.741	-196.755	196.755	0	0
Ecarts de conversion	3.271.907	1.607.218	-42.279	-565.561	0	4.271.285
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2016</b>	<b>-18.491.048</b>	<b>-10.691.827</b>	<b>-1.527.063</b>	<b>-28.394.254</b>	<b>0</b>	<b>-59.104.192</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2016</b>	<b>145.164.743</b>	<b>119.754.315</b>	<b>58.665.734</b>	<b>63.675.250</b>	<b>4.307</b>	<b>387.264.349</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>241.699.561</b>	<b>130.446.142</b>	<b>105.633.325</b>	<b>92.069.504</b>	<b>14.348</b>	<b>569.862.880</b>
Acquisitions de l'exercice	0	27.942.007	111.347	11.722.987	0	39.776.341
Sorties de l'exercice	-5.158.982	0	-6.128.176	-66.843	0	-11.354.001
Reclassements vers d'autres postes	31.989.761	-29.865.193	15.562.387	-14.439.285	0	3.247.670
Ecarts de conversion	-22.393.851	-14.340.577	-5.516.459	-7.278.660	0	-49.529.547
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>246.136.489</b>	<b>114.182.379</b>	<b>109.662.424</b>	<b>82.007.703</b>	<b>14.348</b>	<b>552.003.343</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-78.043.770</b>	<b>0</b>	<b>-45.440.528</b>	<b>0</b>	<b>-10.041</b>	<b>-123.494.339</b>
Amortissements de l'exercice	-10.733.183	0	-4.898.721	0	-56	-15.631.960
Reprises d'amortissements de l'exercice	5.022.139	0	4.491.284	0	0	9.513.423
Ecarts de conversion	2.065.947	0	2.735.709	0	0	4.801.656
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-81.688.867</b>	<b>0</b>	<b>-43.112.256</b>	<b>0</b>	<b>-10.097</b>	<b>-124.811.220</b>
<b>Réductions de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-18.491.048</b>	<b>-10.691.827</b>	<b>-1.527.063</b>	<b>-28.394.254</b>	<b>0</b>	<b>-59.104.192</b>
Reclassements vers d'autres postes	-4.932.875	4.932.875	-3.892.519	3.892.519	0	0
Ecarts de conversion	5.569.337	1.745.877	356.334	3.217.137	0	10.888.685
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2017</b>	<b>-17.854.586</b>	<b>-4.013.075</b>	<b>-5.063.248</b>	<b>-21.284.598</b>	<b>0</b>	<b>-48.215.507</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>146.593.036</b>	<b>110.169.304</b>	<b>61.486.920</b>	<b>60.723.105</b>	<b>4.251</b>	<b>378.976.616</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

#### Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2017	2016	2017	2016
<b>Production d'huile de palme et de caoutchouc</b>					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	34%	34%	34%	34%
SAFACAM S.A.	Cameroun	31%	31%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	33%	33%	33%	33%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2017	2016	2017	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	6.346.830	2.996.088	32.881.980	30.939.927
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	9.094.087	7.292.890	23.750.772	19.085.089
SAFACAM S.A.	338.044	-324.184	16.135.320	16.681.663
SOCAPALM S.A.	6.039.575	3.165.681	28.377.128	26.940.951
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			6.497.699	9.512.513
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			<b>107.642.899</b>	<b>103.160.143</b>

## Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	34.350.914	97.517.769	35.148.312	11.300.009
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.394.981	62.893.012	16.864.055	13.631.730
SAFACAM S.A.	6.270.781	37.561.071	8.362.296	3.785.269
SOCAPALM S.A.	32.625.794	111.569.010	29.391.645	14.877.246

2017	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	32.419.163	100.811.862	33.447.955	10.189.048
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.335.162	68.802.348	14.151.157	8.431.354
SAFACAM S.A.	9.616.816	37.490.451	12.535.366	2.561.107
SOCAPALM S.A.	28.299.185	113.001.948	26.285.654	9.845.970

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2016	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	85.717.142	9.386.508	9.386.508	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	52.640.724	18.183.910	18.183.910	130.424
SAFACAM S.A.	22.764.961	1.219.178	1.219.178	769.907
SOCAPALM S.A.	72.067.398	8.723.190	8.723.190	3.064.316

2017	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	106.780.168	15.897.376	15.897.376	3.146.611
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	58.443.072	25.470.556	25.470.556	1.568.320
SAFACAM S.A.	24.902.387	2.806.882	2.806.882	769.907
SOCAPALM S.A.	88.884.250	15.707.212	15.707.212	3.404.795

## Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
<b>2016</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
SOGB S.A.	11.785.543	-8.438.449	-10.461.038	-7.113.944
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	27.806.039	-15.510.633	-3.903.899	8.391.507
SAFACAM S.A.	6.173.931	-5.035.656	-3.633.853	-2.495.578
SOCAPALM S.A.	22.154.850	-6.336.547	607.458	16.425.762
<b>2017</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
SOGB S.A.	32.901.852	-11.437.127	-13.904.330	7.560.395
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	26.268.710	-18.030.990	-8.496.930	-259.210
SAFACAM S.A.	5.550.158	-2.805.896	-3.635.579	-891.316
SOCAPALM S.A.	35.704.402	-12.397.588	-17.200.317	6.106.497

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

### Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>25.223.911</b>	<b>26.898.063</b>
Entrées de périmètre (note 2)	0	458.716
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7.675.166	3.903.016
Dividendes	-6.006.344	-7.431.213
Part des tiers dans l'augmentation de capital	0	1.554.910
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente	252.812	-328.450
Autres mouvements	-759.522	168.869
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>26.386.023</b>	<b>25.223.911</b>

## Etats financiers consolidés

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2017	2017	2016	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.314.317	103.468	3.210.848	-51.704
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.166.048	-93.357	2.259.608	-198.585
Induservices S.A.	65.999	2.649	63.350	967
Induservices FR S.A.	-230.874	-257.858	26.984	-615.217
Management Associates S.A.	765	-96.829	97.595	-489.586
Socfin Green Energy S.A.	548.547	141.186	607.361	249.634
Socfin Research S.A.	2.190.353	-165.829	2.356.182	-176.375
Socfinco S.A.	1.218.652	423.872	1.094.780	308.303
Socfinco FR S.A.	5.836.508	2.872.012	5.862.922	2.789.847
Socfinde S.A.	1.962.454	42.324	1.920.129	59.041
Sodimex S.A.	562.537	14.857	922.680	141.352
Sodimex FR S.A.	1.134.191	393.440	740.751	119.327
Sogescol FR S.A.	7.377.953	4.289.019	5.828.358	1.763.360
Terrasia S.A.	238.573	6.212	232.363	2.652
<b>TOTAL</b>	<b>26.386.023</b>	<b>7.675.166</b>	<b>25.223.911</b>	<b>3.903.016</b>

## Etats financiers consolidés

	Produits des		Produits des	
	Total de l'actif	activités ordinaires	Total de l'actif	activités ordinaires
	2017	2017	2016	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.757.033	2.838.050	3.841.772	3.096.450
Immobilière de la Pépinière S.A.	5.293.425	399.435	5.930.142	374.690
Induservices S.A.	955.570	4.990.800	1.438.166	3.863.100
Induservices FR S.A.	3.964.934	1.403.877	3.437.744	899.367
Management Associates S.A.	12.882.671	3.550.147	14.414.795	3.750.945
Socfin Green Energy S.A.	3.743.217	328.427	6.581.817	291.622
Socfin Research S.A.	4.692.854	18.498	5.096.600	27.145
Socfinco S.A.	2.772.986	2.719.817	2.660.844	2.560.186
Socfinco FR S.A.	12.782.720	22.143.146	13.117.193	21.341.169
Socfinde S.A.	110.609.817	0	99.624.218	0
Sodimex S.A.	1.458.515	1.631.031	4.500.990	12.273.761
Sodimex FR S.A.	12.273.605	16.713.468	5.453.630	7.803.646
Sogescol FR S.A.	39.434.305	292.758.398	33.462.380	219.052.476
Terrasia S.A.	476.448	76.885	458.291	74.537
<b>TOTAL</b>	<b>215.098.100</b>	<b>349.571.979</b>	<b>200.018.582</b>	<b>275.409.094</b>

### Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	
			2017	2016
			EUR	EUR
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	375.000	700.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	2.059.236	2.555.137

## Etats financiers consolidés

### Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2016	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	1.384.129	13.030.665	1.127.854	10.600.000
Socfinco FR S.A.	11.914.590	1.202.603	1.123.410	0
Socfinde S.A.	88.202.631	11.421.587	94.487.236	0
Sodimex S.A.	4.469.345	31.645	2.671.168	0
Sogescol FR S.A.	32.625.103	837.277	20.544.139	0
<b>TOTAL</b>	<b>138.595.798</b>	<b>26.523.777</b>	<b>119.953.807</b>	<b>10.600.000</b>

2017	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	529.546	12.353.125	1.428.744	8.700.000
Socfinco FR S.A.	11.591.311	1.191.409	980.669	0
Socfinde S.A.	99.688.230	10.921.587	105.261.213	0
Sodimex S.A.	1.444.440	14.076	333.442	0
Sogescol FR S.A.	38.720.861	713.444	24.863.030	0
<b>TOTAL</b>	<b>151.974.388</b>	<b>25.193.641</b>	<b>132.867.098</b>	<b>8.700.000</b>

### Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2016	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-112	-112	-112
Socfinco FR S.A.	5.557.910	5.557.910	5.557.910
Socfinde S.A.	295.206	295.206	295.206
Sodimex S.A.	303.557	303.557	303.557
Sogescol FR S.A.	4.294.094	4.294.094	4.294.094
<b>TOTAL</b>	<b>10.450.655</b>	<b>10.450.655</b>	<b>10.450.655</b>

2017	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	66.986	66.986	66.986
Socfinco FR S.A.	5.808.268	5.808.268	5.808.268
Socfinde S.A.	211.622	211.622	211.622
Sodimex S.A.	45.251	45.251	45.251
Sogescol FR S.A.	7.542.335	7.542.335	7.542.335
<b>TOTAL</b>	<b>13.674.462</b>	<b>13.674.462</b>	<b>13.674.462</b>

## Etats financiers consolidés

*Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés*

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
	EUR		EUR	EUR
2016				
Management Associates S.A.	2.686.940	20%	-385.895	151.493
Socfinco FR S.A.	11.993.783	50%	-133.970	5.862.922
Socfinde S.A.	5.136.982	20%	892.733	1.920.129
Sodimex S.A.	1.829.822	50%	7.769	922.680
Sogescol FR S.A.	12.918.241	50%	-630.763	5.828.358
<b>TOTAL</b>	<b>34.565.768</b>		<b>-250.126</b>	<b>14.685.582</b>

2017	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.753.927	20%	-550.020	765
Socfinco FR S.A.	11.802.051	50%	-64.518	5.836.508
Socfinde S.A.	5.348.604	20%	892.733	1.962.454
Sodimex S.A.	1.125.074	50%	0	562.537
Sogescol FR S.A.	14.571.275	50%	92.316	7.377.953
<b>TOTAL</b>	<b>35.600.931</b>		<b>370.511</b>	<b>15.740.217</b>

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

*Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement*

	2017	2016
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	553.783	-360.998
Quote-part du Groupe dans le résultat global total	553.783	-360.998
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.645.806	10.592.227

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2017 et 2016 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

## Etats financiers consolidés

### Note 9. Titres disponibles à la vente

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier</i>	47.570	506.286
Variation de la juste valeur	44.332	0
Variation de périmètre	0	-458.716
<i>Juste valeur au 31 décembre</i>	91.902	47.570

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2017	2016	2017	2016
Titres disponibles à la vente	181.512	181.512	91.902	47.570

## Etats financiers consolidés

### Note 10. Impôts différés

#### \* Composants des actifs d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-115.529	145.284
IAS 12 : Latences fiscales	3.989.794	3.885.918
IAS 16 : Immobilisations corporelles	3.976.439	5.788.654
IAS 19 : Engagements de retraites	1.139.713	815.818
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-299.518	-341.925
IAS 38 : Frais d'établissement	1.304.967	1.500.477
IAS 38 : Frais de recherche	610.283	641.071
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	44.201	44.201
Autres	-877.100	778.214
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>9.773.250</b>	<b>13.257.712</b>

#### \* Composants des passifs d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	1.554.495	220.583
IAS 12 : Latences fiscales	-1.172.403	-1.335.054
IAS 16 : Immobilisations corporelles	12.148.784	13.268.015
IAS 19 : Engagements de retraites	-1.029.853	-671.173
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	784.186	585.486
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-46.656	-45.863
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	4.074	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	117.969	150.996
Autres	-562.246	-36.106
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>11.798.350</b>	<b>12.136.884</b>

#### \* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2017 de pertes fiscales récupérables de 32,8 millions d'euros, Brabanta S.A. (RDC) de 15 millions d'euros, Salala Rubber Corporation de 13,1 millions d'euros et Socfin Agricultural Company de 3,4 millions d'euros. Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

## Etats financiers consolidés

### Note 11. Stocks

#### \* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2017	2016
	EUR	EUR
Matières premières	19.203.915	16.012.178
Consommables	19.258.070	19.601.615
Pièces de rechanges	389.164	0
Produits en cours de fabrication	9.145	5.208
Produits finis	14.748.370	7.273.098
Acomptes versés et commandes en cours	2.933.242	2.892.398
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>56.541.906</b>	<b>45.784.497</b>
Réductions de valeur sur stocks	-1.237.110	-1.325.061
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>55.304.796</b>	<b>44.459.436</b>

#### \* Réconciliation des stocks

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>45.784.497</b>	<b>44.122.706</b>
Variation de stocks	7.569.753	4.367.448
Juste valeur de la production agricole	5.815.726	-695.594
Ecart de conversion	-2.628.070	-2.010.063
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>56.541.906</b>	<b>45.784.497</b>
Réductions de valeur sur stocks	-1.237.110	-1.325.061
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>55.304.796</b>	<b>44.459.436</b>

#### \* Quantité de stocks par catégorie

	Matières premières	Produits finis
<b>2016</b>		
Palmiers (en tonnes)	1.873	6.295
Hévéa (en tonnes)	19.993	4.592
<b>2017</b>		
Palmiers (en tonnes)	2.442	13.728
Hévéa (en tonnes)	22.116	6.795

## Etats financiers consolidés

### Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances commerciales	15.603.229	14.632.783
Avances et acomptes versés	2.388.427	2.977.382
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>17.991.656</b>	<b>17.610.165</b>

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent respectivement à 1 million et à 0,9 million d'euros aux 31 décembre 2017 et 2016.

### Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances sociales	1.159.731	1.047.918
Autres créances	18.457.110	30.641.080
Comptes de régularisation	1.202.123	940.431
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>20.818.964</b>	<b>32.629.429</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

#### \* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</i>	<b>11.861.599</b>	<b>17.194.498</b>
Charge d'impôts	259.097	280.140
Autres impôts	-723.803	823.232
Impôts payés ou récupérés	-418.094	-3.038.316
Régularisations d'impôts	420.339	262.507
Changement de périmètre	187.343	-1.120.555
Ecart de conversion	-1.686.491	-2.539.907
<i>Situation au 31 décembre</i>	<b>9.899.990</b>	<b>11.861.599</b>

#### \* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2017	2016
	EUR	EUR
<i>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</i>	<b>13.965.704</b>	<b>17.300.734</b>
Charge d'impôts	21.537.434	12.226.340
Autres impôts	18.440.819	16.638.627
Impôts payés ou récupérés	-29.738.990	-30.489.940
Régularisations d'impôts	-658.906	16.023
Changement de périmètre	24.935	-663.262
Ecart de conversion	-554.278	-1.062.818
<i>Situation au 31 décembre</i>	<b>23.016.718</b>	<b>13.965.704</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

#### \* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2017	2016
	EUR	EUR
Comptes à vue	23.800.263	27.437.600
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>23.800.263</b>	<b>27.437.600</b>

#### \* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2017	2016
	EUR	EUR
Comptes à vue	23.800.263	27.437.600
Concours bancaires courants	-16.438.157	-32.192.591
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>7.362.106</b>	<b>-4.754.991</b>

### Note 16. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35,7 millions d'euros au 31 décembre 2017 ainsi qu'au 31 décembre 2016. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, le capital est représenté par 17.854.200 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions (soit 0,10% du capital) doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2017	2016
<b>Nombre d'actions au 1<sup>er</sup> janvier et au 31 décembre</b>	<b>17.854.200</b>	<b>17.854.200</b>
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17.854.200	17.854.200

### Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées

éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

## Etats financiers consolidés

### Note 18. Engagements de retraites

#### Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations

versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
Valeur actualisée des obligations	8.737.089	5.898.275
<b>Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies</b>		
	<b>8.737.089</b>	<b>5.898.275</b>
<b>Composantes de la charge nette</b>		
Coûts des services rendus	268.519	308.688
Coûts financiers	605.171	677.387
Ecart actuariels reconnus dans l'année	0	58.438
Coûts des services passés	0	-41
<b>Coûts des régimes à prestations définies</b>		
	<b>873.690</b>	<b>1.044.472</b>
<b>Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>5.898.275</b>	<b>7.006.801</b>
Coûts selon le compte de résultat	873.690	1.044.472
Cotisations	-456.711	-543.837
Ecart actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	2.784.487	-1.114.616
Ecart de conversion	-362.652	-494.545
<b>Au 31 décembre</b>	<b>8.737.089</b>	<b>5.898.275</b>

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2018.

## Etats financiers consolidés

### Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2017	2016
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-2.166.538	455.330
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-562.466	410.100
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	-55.483	249.186
<b><i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i></b>	<b>-2.784.487</b>	<b>1.114.616</b>

### Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2017	2016
<b>AFRIQUE</b>		
Taux d'actualisation moyen	de 6,81 à 29,21%	de 6,57 à 18,16%
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 15,00%	de 1,74 à 7,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,47	20,70

### Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Taux d'actualisation</b>		
Augmentation de 0,5%	8.492.372	5.728.772
Diminution de 0,5%	8.974.966	6.054.849
<b>Augmentations futures attendues des salaires</b>		
Augmentation de 0,5%	8.969.331	6.052.383
Diminution de 0,5%	8.496.097	5.731.462

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

## Etats financiers consolidés

### Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2018	2017
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	692.120	670.228

	2017	2016
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	5,9	1,0

### Régime de pension à cotisations définies

	2017	2016
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	540.276	603.879

## Etats financiers consolidés

### Note 19. Dettes financières

2016			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	15.308.703	32.191.835	47.500.538
Concours bancaires courants	32.192.591	0	32.192.591
Autres emprunts	29.478.949	93.960.017	123.438.966
<b>TOTAL</b>	<b>76.980.243</b>	<b>126.151.852</b>	<b>203.132.095</b>

2017			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	13.244.583	20.551.119	33.795.702
Concours bancaires courants	16.438.157	0	16.438.157
Autres emprunts	30.818.165	103.103.727	133.921.892
<b>TOTAL</b>	<b>60.500.905</b>	<b>123.654.846</b>	<b>184.155.751</b>

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA, dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 5,00% et 6,80%.

Comme expliqué à la note 34, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

#### \* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2016					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	8.357.342	6,00% à 6,80%	0	-	8.357.342
Nigeria	3.646.769	9,00%	0	-	3.646.769
Liberia	1.600.892	7,00% à 8,00%	0	-	1.600.892
Cameroun	18.586.832	5,00% à 6,25%	0	-	18.586.832
	<b>32.191.835</b>		<b>0</b>		<b>32.191.835</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Europe	89.500.001	3,15% à 4,80%	0	-	89.500.001
Liberia	4.175.526	8,00%	0	-	4.175.526
Nigeria	115.559	-	0	-	115.559
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
	<b>93.960.017</b>		<b>0</b>		<b>93.960.017</b>
<b>TOTAL</b>	<b>126.151.852</b>		<b>0</b>		<b>126.151.852</b>

## Etats financiers consolidés

2017					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	5.340.184	5,50% à 6,80%	0	-	5.340.184
Nigeria	2.089.907	9,00%	0	-	2.089.907
Liberia	781.706	7,00% à 8,00%	0	-	781.706
Cameroun	12.339.322	4,90% à 6,00%	0	-	12.339.322
	<b>20.551.119</b>		<b>0</b>		<b>20.551.119</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Europe	102.833.335	3,15% à 4,80%	0	-	102.833.335
Nigeria	101.461	-	0	-	101.461
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
	<b>103.103.727</b>		<b>0</b>		<b>103.103.727</b>
<b>TOTAL</b>	<b>123.654.846</b>		<b>0</b>		<b>123.654.846</b>

### \* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2016	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	26.944.174	3.646.769	1.600.892	32.191.835
Autres emprunts	89.500.001	168.931	115.559	4.175.526	93.960.017
<b>TOTAL</b>	<b>89.500.001</b>	<b>27.113.105</b>	<b>3.762.328</b>	<b>5.776.418</b>	<b>126.151.852</b>

2017	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	17.679.505	2.089.907	781.707	20.551.119
Autres emprunts	102.833.335	168.931	101.461	0	103.103.727
<b>TOTAL</b>	<b>102.833.335</b>	<b>17.848.436</b>	<b>2.191.368</b>	<b>781.707</b>	<b>123.654.846</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2016						
EUR	2018	2019	2020	2021	2022 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	13.109.345	11.770.577	5.463.830	1.848.083	0	32.191.835
Autres emprunts	26.666.666	12.833.335	0	54.175.526	284.490	93.960.017
<b>TOTAL</b>	<b>39.776.011</b>	<b>24.603.912</b>	<b>5.463.830</b>	<b>56.023.609</b>	<b>284.490</b>	<b>126.151.852</b>

2017						
EUR	2019	2020	2021	2022	2023 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	11.995.965	5.831.527	2.391.144	332.483	0	20.551.119
Autres emprunts	12.833.335	0	90.000.000	0	270.392	103.103.727
<b>TOTAL</b>	<b>24.829.300</b>	<b>5.831.527</b>	<b>92.391.144</b>	<b>332.483</b>	<b>270.392</b>	<b>123.654.846</b>

### \* Dette nette

	2017	2016
	EUR	EUR
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23.800.263	27.437.600
Dettes financières à plus d'un an	-123.654.846	-126.151.852
Dettes financières à moins d'un an	-60.500.905	-76.980.243
<b>Dette nette</b>	<b>-160.355.488</b>	<b>-175.694.495</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23.800.263	27.437.600
Dettes financières à taux fixe	-184.155.751	-203.132.095
Dettes financières à taux variable	0	0
<b>Dette nette</b>	<b>-160.355.488</b>	<b>-175.694.495</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Réconciliation de la dette nette

EUR	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Dettes financières à plus d'un an	Dettes financières à moins d'un an	TOTAL
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>34 730 973</b>	<b>-106 658 334</b>	<b>-65 200 010</b>	<b>-137 127 371</b>
Flux de trésorerie	-4.505.866	-34.951.317	1.164.262	-38.292.921
Entrée en périmètre	15.867	0	0	15.867
Différences de conversion	-2.803.374	2.109.178	388.838	-305.358
Transferts	0	13.173.819	-13.333.333	-159.514
Autres mouvements sans impact sur la trésorerie	0	174.802	0	174.802
<b>Situation au 31 décembre 2016</b>	<b>27.437.600</b>	<b>-126.151.852</b>	<b>-76.980.243</b>	<b>-175.694.495</b>
Flux de trésorerie	-1.840.927	-23.152.941	40.313.755	15.319.887
Différences de conversion	-1.800.383	850.987	964.543	15.147
Transferts	0	24.798.960	-24.798.960	0
Entrée en périmètre	3.973	0	0	3.973
<b>Situation au 31 Décembre 2017</b>	<b>23.800.263</b>	<b>-123.654.846</b>	<b>-60.500.905</b>	<b>-160.355.488</b>

### Note 20. Autres dettes

	2017	2016
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.401.717	4.815.098
Autres dettes (*)	143.734.343	138.604.449
Comptes de régularisation	3.602.622	1.068.326
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>152.738.682</b>	<b>144.487.873</b>
Dont dettes non-courantes	6.484.586	17.236.602
Dont dettes courantes	146.254.096	127.251.271

(\*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires pour 40,2 millions d'euros (40,1 millions d'euros en 2016), ainsi que des dettes liées au cash pooling chez Socfinaf S.A. pour 92 millions d'euros (75,7 millions d'euros en 2016).

## Etats financiers consolidés

### Note 21. Instruments financiers

2016	Titres disponibles à la vente (*)		Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Autres actifs et passifs financiers	
	Prêts et emprunts	à la juste valeur			Prêts et emprunts	à la juste valeur
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
<b>Actifs</b>						
Titres disponibles à la vente	0	47.570	0	<b>47.570</b>	0	0
Avances à long terme	1.178.323	0	461.116	<b>1.639.439</b>	1.178.323	461.116
Autres actifs non-courants	0	0	459.384	<b>459.384</b>	0	459.384
Créances commerciales	0	0	17.610.165	<b>17.610.165</b>	0	17.610.165
Autres créances	0	0	32.629.429	<b>32.629.429</b>	0	32.629.429
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	27.437.600	<b>27.437.600</b>	0	27.437.600
<b>Total actifs</b>	<b>1.178.323</b>	<b>47.570</b>	<b>78.597.694</b>	<b>79.823.587</b>	<b>1.178.323</b>	<b>78.597.694</b>
<b>Passifs</b>						
Dettes financières à plus d'un an	126.151.852	0	0	<b>126.151.852</b>	126.304.410	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	17.236.602	<b>17.236.602</b>	0	17.236.602
Dettes financières à moins d'un an	44.787.652	0	32.192.591	<b>76.980.243</b>	44.787.652	32.192.591
Dettes commerciales (courants)	0	0	29.614.470	<b>29.614.470</b>	0	29.614.470
Autres dettes (courants)	0	0	127.251.271	<b>127.251.271</b>	0	127.251.271
<b>Total passifs</b>	<b>170.939.504</b>	<b>0</b>	<b>206.294.934</b>	<b>377.234.438</b>	<b>171.092.062</b>	<b>206.294.934</b>

2016	Juste valeur			TOTAL
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
EUR				
Titres disponibles à la vente	0	0	47.570	<b>47.570</b>

(\*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

## Etats financiers consolidés

2017	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
<b>Actifs</b>						
Titres disponibles à la vente	0	91.902	0	<b>91.902</b>	0	0
Avances à long terme	1.408.206	0	375.757	<b>1.783.963</b>	1.408.206	375.757
Autres actifs non-courants	0	0	571.308	<b>571.308</b>	0	571.308
Créances commerciales	0	0	17.991.656	<b>17.991.656</b>	0	17.991.656
Autres créances	0	0	20.818.964	<b>20.818.964</b>	0	20.818.964
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	23.800.263	<b>23.800.263</b>	0	23.800.263
<b>Total actifs</b>	<b>1.408.206</b>	<b>91.902</b>	<b>63.557.948</b>	<b>65.058.056</b>	<b>1.408.206</b>	<b>63.557.948</b>
<b>Passifs</b>						
Dettes financières à plus d'un an	123.654.846	0	0	<b>123.654.846</b>	123.665.927	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	6.484.586	<b>6.484.586</b>	0	6.484.586
Dettes financières à moins d'un an	44.062.748	0	16.438.157	<b>60.500.905</b>	44.062.748	16.438.157
Dettes commerciales (courants)	0	0	32.521.043	<b>32.521.043</b>	0	32.521.043
Autres dettes (courants)	0	0	146.254.096	<b>146.254.096</b>	0	146.254.096
<b>Total passifs</b>	<b>167.717.594</b>	<b>0</b>	<b>201.697.882</b>	<b>369.415.476</b>	<b>167.728.675</b>	<b>201.697.882</b>
<b>2017</b>						
	<b>Juste valeur</b>					
EUR	<b>Niveau 1</b>		<b>Niveau 2</b>		<b>Niveau 3</b>	<b>TOTAL</b>
Titres disponibles à la vente	0		0		91.902	<b>91.902</b>

(\*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

## Etats financiers consolidés

### Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

	2017	2016
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	53.436.043	50.826.020
Charges sociales et charges liées aux retraites	5.106.255	4.999.232
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>58.542.298</b>	<b>55.825.252</b>

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2017	2016
Directeurs	87	85
Employés	3.448	3.360
Ouvriers (y compris saisonniers)	16.570	15.709
<b>TOTAL</b>	<b>20.105</b>	<b>19.154</b>

### Note 23. Dotations aux amortissements

	2017	2016
	EUR	EUR
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	301.595	310.961
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	25.722.577	28.446.800
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	15.631.960	13.914.496
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>41.656.132</b>	<b>42.672.257</b>

### Note 24. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

#### Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. Le taux d'actualisation avant impôts en 2015 se situe entre 9% et 19%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture 2016 et 2017. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

*Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :*

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

#### *Evolution des marges réalisées*

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur

base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

#### *Sensibilité du taux d'actualisation*

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie « UGT ». Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

#### **Test de perte de valeur**

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

## Etats financiers consolidés

### ***Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs***

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Sur base de ces critères, le tassement des cours observés durant l'exercice 2017 ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années. A la place des cours de clôture, le groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse

d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Au 31 Décembre 2017, l'analyse de ces indices de perte de valeur sur base de ces 2 dernières hypothèses conduit à une conclusion identique.

Ainsi, au vu de l'absence d'indice, le Groupe n'a pas effectué de test de perte de valeur ni de test de reprise de perte de valeur pour l'exercice 2017.

Au 31 décembre 2017, les pertes de valeur cumulées concernant le secteur d'activité Palmier s'élèvent à 11,1 millions d'euros pour Brabanta, 6,7 millions d'euros pour PSG, et 4 millions d'euros pour Socfin Agricultural Company. Pour le secteur d'activité Hévéa, les réductions de valeur s'élèvent à 22,5 millions d'euros pour Salala Rubber Company, 1,5 millions d'euros pour Safacam et 2,4 millions d'euros pour PSG (note 6).

## Etats financiers consolidés

### Note 25. Autres produits financiers

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Sur actifs/passifs non-courants</b>	<b>172</b>	<b>535.915</b>
Intérêts sur autres participations	172	535.915
<b>Sur actifs/passifs courants</b>	<b>3.962.503</b>	<b>3.179.983</b>
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	1.451.787	790.236
Gains de change	2.510.320	2.218.226
Autres	396	171.521
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>3.962.675</b>	<b>3.715.898</b>

### Note 26. Charges financières

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Sur actifs/passifs non-courants</b>	<b>7.383.695</b>	<b>5.208.095</b>
Intérêts et charges financières	7.383.695	5.208.095
<b>Sur actifs/passifs courants</b>	<b>9.177.701</b>	<b>10.989.270</b>
Intérêts et charges financières	2.130.031	3.720.191
Pertes de change	6.048.624	6.228.804
Autres	999.046	1.040.275
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>16.561.396</b>	<b>16.197.365</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 27. Charge d'impôts

#### \* Composants de la charge d'impôts

	2017	2016
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	22.861.444	12.178.903
Charge d'impôts différés	1.682.901	-3.729.532
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>24.544.345</b>	<b>8.449.371</b>

#### \* Composants de la charge d'impôts différés

	2017	2016
	EUR	EUR
IAS 19 : Engagements de retraites	644.764	-180.052
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	28.369	-73.036
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	1.045.134	-157.015
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-15.586	-16.040
IAS 12 : Latences fiscales	845.651	619.338
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.234.005	-2.567.208
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	173.556	-129.134
Autres	195.018	-1.226.385
<b>Charge d'impôts différés au 31 décembre</b>	<b>1.682.901</b>	<b>-3.729.532</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2017	2016
	EUR	EUR
<b>Résultat avant impôts des activités poursuivies</b>	<b>60.735.392</b>	<b>23.333.010</b>
Taux d'imposition normal de la société mère	27,08%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 25 à 38,5%	De 25 à 35%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	19.400.436	6.979.597
Impôts non provisionnés	183.821	-1.157.009
Revenus définitivement taxés	1.539.509	409.754
Mesures favorables à l'investissement	-13.047.850	-9.000.824
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	6.317.741	3.879.752
Revenus non imposables	-105.462	0
Dépenses non déductibles	2.617.353	2.619.500
Déficits reportés imputés	-212.010	-103.338
Autres avantages fiscaux	-441.207	0
Déficits à reporter	7.708.012	6.142.377
Rappel d'impôts	0	236.640
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	-832.703	0
Ajustements divers	1.416.705	-1.557.078
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>24.544.345</b>	<b>8.449.371</b>

### \* Changement de taux des filiales

A partir de l'exercice 2017, Socapalm bénéficie d'un régime d'imposition incitatif. Bien que le taux d'imposition de ce régime s'élève à 38,5% au lieu de 33%, il permet de déduire certaines dépenses d'investissements de la base imposable. A ce titre, en 2017, Socapalm a déduit 4,9 millions d'euros d'investissements.

## Etats financiers consolidés

### Note 28. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions

doivent être annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts de la Société sont en cours.

Ces actions ne donnent plus droit aux dividendes ni aux avantages économiques depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elles ne sont donc pas prises en compte pour la détermination du dénominateur.

	2017	2016
Résultat net (en euro)	22.003.626	5.336.617
Nombre moyen d'actions	17.836.650	17.836.650
<b>Résultat net par action non dilué (en euro)</b>	<b>1,23</b>	<b>0,30</b>

### Note 29. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 mai 2018, le paiement d'un dividende total de 0,10 euro par action.

Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 0,2 million d'euros.

### Note 30. Informations relatives aux parties liées

#### \* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2017	2016
	EUR	EUR
Avantages à court terme	1.248.179	854.133
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

## Etats financiers consolidés

### \* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

2016				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	<b>0</b>	<b>230.000</b>	<b>0</b>	<b>230.000</b>
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	0	11.003.101	0	11.003.101
Autres créances	0	4.258.663	4.675.625	8.934.288
	<b>0</b>	<b>15.261.764</b>	<b>4.675.625</b>	<b>19.937.389</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Dettes financières	89.500.001	4.175.525	0	93.675.526
	<b>89.500.001</b>	<b>4.175.525</b>	<b>0</b>	<b>93.675.526</b>
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières	26.778.948	2.700.000	0	29.478.948
Dettes commerciales	0	5.417.880	1.803	5.419.683
Autres dettes	0	77.882.397	40.328.653	118.211.050
	<b>26.778.948</b>	<b>86.000.277</b>	<b>40.330.456</b>	<b>153.109.681</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES</b>				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	120.662.879	9.146	120.672.025
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	26.661.033	1.041.112	27.702.145
Produits financiers	0	0	138.772	138.772
Charges financières	2.607.901	366.627	2.765.990	5.740.518

## Etats financiers consolidés

2017				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
	<b>0</b>	<b>230.000</b>	<b>0</b>	<b>230.000</b>
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	0	10.758.922	0	10.758.922
Autres créances	0	5.228.610	2.647.547	7.876.157
	<b>0</b>	<b>15.987.532</b>	<b>2.647.547</b>	<b>18.635.079</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Dettes financières	102.833.335	0	0	102.833.335
	<b>102.833.335</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>102.833.335</b>
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières	28.138.743	2.956.133	0	31.094.876
Dettes commerciales	0	7.954.181	1.803	7.955.984
Autres dettes (note 20)	0	93.175.624	40.442.307	133.617.931
	<b>28.138.743</b>	<b>104.085.938</b>	<b>40.444.110</b>	<b>172.668.791</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES</b>				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	159.076.253	0	159.076.253
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	35.345.966	618.365	35.962.331
Produits financiers	0	3.467	0	3.467
Charges financières	5.090.189	451.609	1.600.000	7.141.798

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec les sociétés Bolloré Participations, Palmboomen Cultuur Maatschappij (abrégée en Mopoli) et West African Trading (en liquidation).

La société Mopoli est une société de droit hollandais, détenue par Afico, qui détient elle-même Socfin.

La société Bolloré Participations fait partie des administrateurs de la Société Financière des Caoutchoucs (Socfin) mais également de Socfinaf.

La société WAT, en liquidation, avait pour objet la commercialisation de la production du Groupe. Les créances de WAT ont été reprises par Socfinaf.

En 2014, Socfinaf a conclu une avance de trésorerie de 35 millions d'euros auprès de la société Mopoli. Cette avance porte un intérêt annuel net de taxe de 4%. Les intérêts sont stipulés payables à terme échu à

la fin de chaque trimestre civil. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2017 est de 0,8 million d'euros. Au 31 décembre 2017, le solde restant dû est présenté à 20,2 millions d'euros.

En 2016, Socfinaf a contracté un emprunt de 20 millions d'euros auprès de Bolloré Participations. L'emprunt est productif d'un intérêt annuel au taux de 4%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2017 est de 0,8 million d'euros. Au 31 décembre 2017, le solde restant dû est présenté à 20 millions d'euros.

Au 31 décembre 2017, Socfinaf présente une créance de WAT qui a été remboursée au 30 mars 2018.

Socfinaf S.A. a payé un dividende de 1,05 million d'euros en 2017 à la maison mère Socfin (2016 : 0 euro). Socfinaf S.A. a versé des intérêts sur emprunt pour un montant de 5.090.189 euros en 2017 contre 2.607.901 euros en 2016.

## Etats financiers consolidés

### Note 31. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10 millions auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de SRC qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2017, le solde du prêt s'élève à 1,4 millions d'euros (2016 : 2,6 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2017, le solde du prêt s'élève à 1,9 millions d'euros (2016 : 2,9 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de francs CFA (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance

au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de francs CFA (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2017, le solde du prêt s'élève à 1,7 millions d'euros (2016 : 2,7 millions d'euros).

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc (Okomu) a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 hectares de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2017, le solde du prêt s'élève à 3,2 millions d'euros (2016 : 4,8 millions d'euros).

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficiaire SGBC. Au 31 décembre 2017, le solde du prêt s'élève à 1,7 millions d'euros (2016 : 2,4 millions d'euros).

### Note 32. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de

très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société (*)	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2012/2013	48 à 49 ans	18 473 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	70 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1959	70 ans	8.000 ha (3)
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	2013/2016	50 ans	18.249 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/2001/2013	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2000	60 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2005/2007/2008/2011/2013/2015	25 ans	29.538 ha

(1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.

(2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.

(3) Concessions extensibles jusqu'à 40.000 ha.

(\*) SAFACAM S.A. possède en propre 15.528 ha.

## Etats financiers consolidés

### Note 33. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux des secteurs Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC) uniquement des ventes d'huile de palme

et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

#### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2016

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3.592.269
Sierra Leone	967.512	0	-4.950.378
Liberia	18.764.874	0	-6.453.554
Côte d'Ivoire	112.997.333	0	15.945.662
Ghana	524.201	0	1.797.444
Nigeria	54.638.274	0	26.052.880
Cameroun	92.813.535	0	16.462.237
São Tomé et Príncipe	71.601	0	-154.664
Congo (RDC)	10.130.082	0	-5.496.716
Autres	0	0	-776.745
<b>TOTAL</b>	<b>290.907.412</b>	<b>0</b>	<b>38.833.897</b>
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-3.804.242
Juste valeur de la production agricole			-695.594
Autres retraitements IFRS			-1.342.845
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			3.339.597
Produits financiers			3.809.583
Charges financières			-16.807.386
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			3.903.016
Impôts			-8.449.371
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>18.786.655</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2017

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	0	0	-4.174.197
Sierra Leone	4.861.823	0	-7.029.151
Liberia	26.353.507	0	282.291
Côte d'Ivoire	141.339.616	0	26.664.710
Ghana	553.098	0	-124.180
Nigeria	58.443.072	0	31.485.615
Cameroun	109.616.710	0	29.628.159
São Tomé et Príncipe	131.283	0	-25.259
Congo (RDC)	8.478.414	0	-4.052.283
Autres	0	0	-1.499.818
<b>TOTAL</b>	<b>349.777.523</b>	<b>0</b>	<b>71.155.887</b>
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-3.391.609
Juste valeur de la production agricole			5.815.726
Autres retraitements IFRS			1.329.434
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-289.486
Produits financiers			4.221.435
Charges financières			-18.105.995
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7.675.166
Impôts			-24.544.345
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>43.866.213</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Total des actifs sectoriels

	2017	2016
	EUR	EUR
Europe	1.761.095	1.202.287
Sierra Leone	120.904.911	132.583.097
Liberia	93.865.448	100.634.298
Côte d'Ivoire	138.574.134	134.995.794
Ghana	55.115.734	53.531.985
Nigeria	85.793.829	79.723.517
Cameroun	180.146.754	178.936.892
São Tomé et Príncipe	22.646.605	16.805.687
Congo (RDC)	48.548.075	68.724.667
Autres	176.375	441.592
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>747.532.960</b>	<b>767.579.816</b>
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-4.424.395	-15.790.116
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	5.995.465	203.731
Autres retraitements IFRS	-6.890.780	-7.497.780
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-25.034.282	-17.643.135
<b>Total des actifs sectoriels consolidés</b>	<b>717.178.968</b>	<b>726.852.516</b>

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales,

les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

## Etats financiers consolidés

### \* Total des passifs sectoriels

	2017	2016
	EUR	EUR
Europe	133.039.269	116.308.734
Sierra Leone	2.504.974	3.045.073
Liberia	7.317.432	8.986.570
Côte d'Ivoire	14.971.228	9.175.340
Ghana	747.882	609.125
Nigeria	3.784.616	7.937.194
Cameroun	21.559.114	13.474.383
São Tomé et Príncipe	195.983	181.497
Congo (RDC)	2.125.568	2.369.278
Autres	299.241	173.483
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>186.545.307</b>	<b>162.260.677</b>
Autres retraitements IFRS	172.402	-323.883
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-7.942.570	-5.071.053
<b>Total des passifs sectoriels consolidés</b>	<b>178.775.139</b>	<b>156.865.741</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2016

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	74.278	1.104.915	9.748.957	10.928.150
Liberia	0	4.990.507	3.998.331	8.988.838
Côte d'Ivoire	122.866	4.324.652	4.394.992	8.842.510
Ghana	115.428	757.517	8.157.160	9.030.105
Nigeria	0	7.093.897	8.416.735	15.510.632
Cameroun	362.059	8.699.977	2.411.643	11.473.679
São Tome et Principe	0	108.042	1.802.335	1.910.377
Congo (RDC)	0	1.232.463	1.966.001	3.198.464
<b>TOTAL</b>	<b>674.631</b>	<b>28.311.970</b>	<b>40.896.154</b>	<b>69.882.755</b>

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2017

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	0	2.140.425	6.121.554	8.261.979
Liberia	0	2.474.278	4.783.993	7.258.271
Côte d'Ivoire	119.078	8.739.880	4.329.547	13.188.505
Ghana	0	3.276.337	7.695.210	10.971.547
Nigeria	0	7.207.553	10.823.437	18.030.990
Cameroun	260.135	14.147.651	2.911.164	17.318.950
São Tomé et Principe	0	3.069.045	3.015.730	6.084.775
Congo (RDC)	0	307.549	95.706	403.255
<b>TOTAL</b>	<b>379.213</b>	<b>41.362.718</b>	<b>39.776.341</b>	<b>81.518.272</b>

### \* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2017	2016
	EUR	EUR
Palmier	191.744.089	168.202.037
Hévéa	155.018.632	119.289.479
Autres	3.014.802	3.415.896
<b>TOTAL</b>	<b>349.777.523</b>	<b>290.907.412</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR

2016

Origine	Implantation							Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone			
Sierra Leone	94.024	0	0	0	0	873.488	0	967.512	
Liberia	18.764.874	0	0	0	0	0	0	18.764.874	
Côte d'Ivoire	87.430.645	23.762.079	0	0	0	0	1.804.609	112.997.334	
Ghana	0	0	0	0	0	0	524.201	524.201	
Nigeria	8.062.220	0	46.576.054	0	0	0	0	54.638.274	
Cameroun	6.489.284	0	0	85.740.599	0	0	583.651	92.813.534	
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	71.601	71.601	
Congo (RDC)	0	0	0	0	10.130.082	0	0	10.130.082	
<b>TOTAL</b>	<b>120.841.047</b>	<b>23.762.079</b>	<b>46.576.054</b>	<b>85.740.599</b>	<b>10.130.082</b>	<b>873.488</b>	<b>2.984.062</b>	<b>290.907.412</b>	

EUR

2017

Origine	Implantation							Autre(s) pays africain(s)	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone			
Sierra Leone	2.980.819	0	0	0	0	1.881.004	0	4.861.824	
Liberia	26.353.507	0	0	0	0	0	0	26.353.507	
Côte d'Ivoire	113.584.557	25.370.727	0	0	0	0	2.384.333	141.339.616	
Ghana	0	0	0	0	0	0	553.098	553.098	
Nigeria	0	0	58.443.072	0	0	0	0	58.443.072	
Cameroun	6.914.930	0	0	102.345.043	0	0	356.737	109.616.710	
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	131.283	131.283	
Congo (RDC)	0	0	0	0	8.478.414	0	0	8.478.414	
<b>TOTAL</b>	<b>149.833.813</b>	<b>25.370.727</b>	<b>58.443.072</b>	<b>102.345.043</b>	<b>8.478.414</b>	<b>1.881.004</b>	<b>3.425.451</b>	<b>349.777.523</b>	

### Note 34. Gestion des risques

#### Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

#### Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

#### Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

#### Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

#### Risque de marché

##### *\* Risque de prix sur les marchés des matières premières*

#### Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des

matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières premières.

#### Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

##### *\* Risque de devises étrangères*

#### Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

#### Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

## Etats financiers consolidés

### \* Risque de taux d'intérêts

#### Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

#### Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

### Risque de crédit

#### Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

#### Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

### Risque de liquidité

#### Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

#### Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

### Risque lié aux marchés émergents

#### Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

#### Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

### Risque d'expropriation

#### Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

#### Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

## Etats financiers consolidés

### Risque de crédibilité

#### Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

#### Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

### Sensibilité aux risques

#### *\* Risque de change*

Les ventes locales de 191,7 millions d'euros en 2017 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes

export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,1 million d'euros.

#### *\* Risque de taux d'intérêts*

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 19. Au 31 décembre 2017, il n'y a pas d'emprunts à taux variable.

#### *\* Risque de crédit*

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 0,4 million d'euros et 18,6 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2017	2016
	EUR	EUR
Créances commerciales	18.984.376	18.527.465
Réductions de valeur	-992.720	-917.300
Autres créances	20.818.964	32.629.429
<b>Total net des créances</b>	<b>38.810.620</b>	<b>50.239.594</b>
Montant non échu	36.270.904	42.432.418
Montant échu depuis moins de 6 mois	209.439	5.655.543
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	2.330.277	2.151.633
<b>Total net des créances</b>	<b>38.810.620</b>	<b>50.239.594</b>

#### *\* Risque de liquidité*

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 15 et 19.

## Etats financiers consolidés

### *Note 35. Environnement politique et économique*

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et République Démocratique du Congo), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### *Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture*

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

### *Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé*

	2017	2016
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	93.070	96.580

## Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration  
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 30 mai 2018

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2017.

### Activités

Socfinaf S.A. détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

### Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2017	2016
<b>PRODUITS</b>		
Produits des immobilisations financières	22,6	23,1
Reprise de correction de valeur	0,0	0,1
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,0	0,5
<b>Total des produits</b>	<b>22,6</b>	<b>23,7</b>
<b>CHARGES</b>		
Correction de valeur et ajustement de juste valeur	0,0	0,0
Autres charges externes	4,2	3,5
Intérêts et autres charges financières	7,6	5,9
Impôts	1,8	1,3
<b>Total des charges</b>	<b>13,6</b>	<b>10,7</b>
<b>BENEFICE DE L'EXERCICE</b>	<b>9,0</b>	<b>13,0</b>

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 20,9 millions d'euros, dont ceux reçus de Socapalm (7 millions d'euros), de Befin (5,1 millions d'euros), de Socfinco FR (3 millions d'euros), d'Okomu (2,8 millions d'euros), de Sogescol FR (2,1 millions d'euros), de Sodimex (0,4 million d'euros),

de Socfinco (0,3 million d'euros) et de Socfin Green Energy (0,2 million d'euros). Les intérêts sur créances immobilisées s'élèvent à 1,7 millions d'euros.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 9 millions d'euros contre 13 millions d'euros au 31 décembre 2016.

## Rapport de gestion social

### Bilan

Au 31 décembre 2017, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 505 millions d'euros contre 466,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 499,4 millions d'euros, de créances sur

entreprises liées et d'autres créances pour 3,9 millions d'euros et de 1,7 millions d'euros de disponibilités et de valeurs mobilières.

Les fonds propres s'élèvent à 241 millions d'euros avant affectation du résultat.

### Portefeuille

#### Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfinaf S.A. a acquis 8% de Socfin Agricultural Company (SAC) pour 2,1 millions d'euros et comptabilisé une réduction de valeur de 49.803 euros sur sa participation Immobilière de la Pépinière.

#### Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 512,3 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 271,6 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

### Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

PROJETS EN PRODUCTION										
Données physiques (ha)	Sierra Leone	Liberia		Côte d'Ivoire		Nigeria	Cameroun		RD Congo	TOTAL AFRIQUE
	SAC	LAC	SRC	SOGB	SCC	OKOMU	SOCAPALM	SAFACAM	BRABANTA	
<b>Surface plantée</b>	<b>12.349</b>	<b>13.192</b>	<b>4.685</b>	<b>23.282</b>		<b>24.579</b>	<b>34.491</b>	<b>9.609</b>	<b>6.169</b>	<b>128.356</b>
<b>Hévéa</b>		13.192	4.685	15.811		7.335	1.758	4.264		47.045
Mature		10.208	1.946	10.721		4.345	1.440	2.996		31.656
Immature		2.984	2.739	5.090		2.990	318	1.268		15.389
<b>Palmier</b>	12.349			7.471		17.244	32.733	5.345	6.169	81.311
Mature	6.907			7.471		9.873	30.801	4.772	6.081	65.905
Immature	5.442					7.371	1.932	573	88	15.406
<b>Données Production (T)</b>										
<b>Caoutchouc</b>										
Réalisé au 12.2016		17.344		53.413	25.234	6.635		5.671		108.297
<b>Réalisé au 12.2017</b>		<b>18.793</b>	<b>2.029</b>	<b>55.359</b>	<b>25.133</b>	<b>7.546</b>	<b>868</b>	<b>5.216</b>		<b>114.944</b>
<b>Huile de Palme</b>										
Réalisé au 12.2016	2.896			35.277		36.260	95.644	12.285	13.288	195.650
<b>Réalisé au 12.2017</b>	<b>11.640</b>			<b>36.472</b>		<b>36.699</b>	<b>118.840</b>	<b>14.499</b>	<b>13.065</b>	<b>231.215</b>
<b>Données Financières (en millions d'euros) - L'exercice se clôture au 31 décembre</b>										
<b>Chiffre d'affaires</b>										
<b>Caoutchouc</b>										
Réalisé au 12.2016		18,6		58,7	27,3	8,0		6,5		119,1
<b>Réalisé au 12.2017</b>		<b>26,4</b>	<b>1,9</b>	<b>78,2</b>	<b>34,4</b>	<b>9,2</b>	<b>0,9</b>	<b>6,9</b>		<b>157,9</b>
<b>Huile de palme</b>										
Réalisé au 12.2016	0,1			24,5		44,1	71,8	16,3	10,1	166,9
<b>Réalisé au 12.2017</b>	<b>4,8</b>			<b>26,3</b>		<b>49,0</b>	<b>87,8</b>	<b>18,0</b>	<b>8,4</b>	<b>194,3</b>
<b>Résultat Net</b>										
Réalisé au 12.2016	-3,4	-3,3	-4,0	9,4	2,5	18,0	7,8	1,1	-5,8	22,3
<b>Réalisé au 12.2017</b>	<b>-8,6</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,9</b>	<b>15,9</b>	<b>3,4</b>	<b>25,4</b>	<b>15,7</b>	<b>2,8</b>	<b>-4,3</b>	<b>49,2</b>

## Rapport de gestion social

PROJETS EN DEVELOPPEMENT			
Données physiques (ha)	Ghana	Sao Tomé	TOTAL AFRIQUE
	PSG	AGRIPALMA	
Surface plantée	6.535	2.100	8.635
<b>Hévéa</b>	953		953
Immature	953		953
<b>Palmier</b>	5.582	2.100	7.682
Immature	5.582	2.100	7.682

### Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 9.010.034,40, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 104.670.732,11 forment un solde bénéficiaire de EUR 113.680.766,51 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	111.698.916,51
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	198.185,00
90% aux 17.836.650 actions soit EUR 0,10 par action	1.783.665,00
	<b>113.680.766,51</b>

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 115.902.275,43 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	3.570.840,00
Autres réserves	572.889,42
Réserve disponible	59.629,50
Report à nouveau	111.698.916,51
	<b>115.902.275,43</b>

### Actions propres

---

La Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres au cours de l'exercice 2017.

### Recherche et développement

---

Au cours de l'exercice 2017, Socfinaf S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

### Instruments financiers

---

Au cours de l'exercice 2017, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

### Succursale

---

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

### Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

a) b) et

f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35.708.400 euros représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction. En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, les actions physiques non déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfinaf S.A. doivent être annulées. Au 18 février 2016, 17.550 titres n'ont pas été déposés et doivent être annulés. Ces titres n'accordent plus de droit de vote.

c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 58,85% dans le capital de Socfinaf S.A.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf S.A. (7,07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1,08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0,49% par Bolloré S.A. et 0,36% par Compagnie des Glénans).

h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.

Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

Art. 23. des statuts : « En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive ».

Art. 32. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67-1 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ».

i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

## Rapport de gestion social

### Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2017.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

### Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2017 avant affectation du résultat de l'exercice, s'élève à 512,7 millions d'euros, soit 28,74 euros par action contre 26,41 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 16,10 euros au terme de l'exercice 2017 contre 15,61 euros un an plus tôt.

### Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

### Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

### Perspectives

Les perspectives d'encaissement de dividendes 2018, suivant les propositions des Conseils d'Administration des filiales concernées, sont en hausse.

### Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, en 2017, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 31, 32 et 33.

### Nominations statutaires

Le mandat de Bolloré Participations S.A., administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2024. Elle sera représentée par Monsieur Cyrille Bolloré.

*Le Conseil d'Administration*

Aux Actionnaires de  
**SOCFINAF S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

### RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

#### Rapport sur l'audit des états financiers

##### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de SOCFINAF S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 3 - « Immobilisations financières ». La Société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

#### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

#### Evaluation des parts dans les entreprises liées

##### Risque identifié

Au 31 décembre 2017, la valeur nette des parts dans les entreprises liées s'élève à 241 millions d'euros et représentent 48% du total bilantaire.

Ces parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au coût historique. Elles sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition ou de la valeur estimée de réalisation par le Conseil d'Administration s'il considère que la perte de valeur sera durable.

Leur valeur estimée de réalisation est déterminée en fonction de la quote-part d'actif net statutaire ou consolidé (éventuellement ré-estimé) des entités concernées, sur leurs perspectives de rentabilité ainsi que sur l'utilité.

L'appréciation de la valeur estimée de réalisation de ces participations requiert l'exercice du jugement du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

éléments peuvent être historiques (quote-part d'actif net statutaire ou consolidé), et/ou prévisionnels (perspectives de rentabilité) ainsi que l'utilité pour la Société.

En raison du montant significatif des parts dans les entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de notre audit.

### Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs des parts dans les entreprises liées, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par le Conseil d'Administration est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les participations concernées, à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par le Conseil d'Administration, les méthodes de valorisation utilisées par la Société ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :
  - apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer l'actif net comptable réévalué;
  - notamment à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante;
- pour les évaluations reposant sur les autres éléments que sur des éléments historiques :
  - réaliser une analyse sur l'évolution des données financières et non-financières des entreprises liées et de leur activité ;
  - examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.

Nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées aux participations ;
- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 « Immobilisations financières »

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

### Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère

raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 10 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 116 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de l'audit.

### Autre sujet

La déclaration sur la gouvernance d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 21 mars 2018

**C-CLERC S.A.**  
*Cabinet de révision agréé*

**Mónika Tasi**  
*Réviseur d'Entreprises Agréé*

## Etats financiers sociaux

### 1. Bilan au 31 décembre 2017

		2017	2016
<b>ACTIF</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		240.686.923,24	238.664.806,60
Créances sur des entreprises liées		258.747.622,49	212.541.455,18
		<b>499.434.545,73</b>	<b>451.206.261,78</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
<b>Créances</b>			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.029.177,45	3.580.744,60
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		885.178,59	10.871.862,79
		<b>3.914.356,04</b>	<b>14.452.607,39</b>
<b>Valeurs mobilières</b>			
Parts dans des entreprises liées		<b>248.406,09</b>	<b>248.406,09</b>
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		1.445.759,36	860.828,63
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
		<b>505.043.067,22</b>	<b>466.768.103,89</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

## Etats financiers sociaux

		2017	2016
<i>PASSIF</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
	<b>4</b>		
Capital souscrit		35.708.400,00	35.708.400,00
Primes d'émission		87.453.866,21	87.453.866,21
<b>Réserves</b>			
Réserve légale		3.570.840,00	3.570.840,00
Autres réserves, y compris la réserve de la juste valeur			
Autres réserves disponibles		632.518,92	624.261,92
		<b>4.203.358,92</b>	<b>4.195.101,92</b>
Résultats reportés		104.670.732,11	93.660.697,01
Résultat de l'exercice		9.010.034,40	12.991.885,10
		<b>241.046.391,64</b>	<b>234.009.950,24</b>
<b>DETTES</b>			
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		102.833.335,00	89.500.001,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		120.616.776,45	102.585.260,13
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		40.546.564,13	40.672.892,52
		<b>263.996.675,58</b>	<b>232.758.153,65</b>
		<b>505.043.067,22</b>	<b>466.768.103,89</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

## Etats financiers sociaux

### 2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017

		2017	2016
	Note	EUR	EUR
<b>Matières premières et consommables et autres charges externes</b>			
b) autres charges externes		-3.343.339,94	-2.891.530,07
<b>Corrections de valeurs</b>			
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		0,00	-10.587,50
b) sur éléments de l'actif circulant		0,00	13.191,61
<b>Autres charges d'exploitation</b>			
		-819.872,73	-617.639,77
<b>Produits provenant de participations</b>			
a) provenant d'entreprises liées	5	22.611.962,91	23.129.159,96
<b>Autres intérêts et autres produits financiers</b>			
b) autres intérêts et produits financiers		4.437,35	561.382,95
<b>Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant</b>			
		-49.803,36	0,00
<b>Intérêts et autres charges financières</b>			
b) autres intérêts et charges financières		-7.620.246,00	-5.913.937,54
<b>Impôts sur le résultat</b>			
		-1.416.973,83	-1.029.154,54
<b>Résultat après impôt sur le résultat</b>			
		9.366.164,40	13.240.885,10
<b>Autres impôts ne figurant pas ci-dessus</b>			
		-356.130,00	-249.000,00
<b>Résultat de l'exercice</b>			
		<b>9.010.034,40</b>	<b>12.991.885,10</b>

### Proposition de répartition bénéficiaire

	2017	2016
	EUR	EUR
Report à nouveau	111.698.916,51	104.670.732,11
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	198.185,00	198.185,00
90% aux 17.836.650 actions	1.783.665,00	1.783.665,00
	<b>113.680.766,51</b>	<b>106.652.582,11</b>
<b>Dividende par action</b>	<b>0,10</b>	<b>0,10</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

### 3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2017

#### Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6225.

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre.

#### Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

##### Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

##### Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

##### Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

## Etats financiers sociaux

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ;
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

### Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

### Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

### Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<b>Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice</b>	<b>243.496.141,66</b>	<b>216.220.739,38</b>	<b>212.541.455,18</b>	<b>214.344.914,03</b>	<b>456.037.596,84</b>	<b>430.565.653,41</b>
Augmentations	2.071.920,00	69.866.481,87	50.618.961,20	20.838.061,66	52.690.881,20	90.704.543,53
Diminutions	0,00	-42.591.079,59	-4.412.793,89	-22.641.520,51	-4.412.793,89	-65.232.600,10
<b>Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice</b>	<b>245.568.061,66</b>	<b>243.496.141,66</b>	<b>258.747.622,49</b>	<b>212.541.455,18</b>	<b>504.315.684,15</b>	<b>456.037.596,84</b>
<b>Corrections de valeur au début de l'exercice</b>	<b>-4.831.335,06</b>	<b>-4.831.335,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-4.831.335,06</b>	<b>-4.831.335,06</b>
Dotations	-49.803,36	0,00	0,00	0,00	-49.803,36	0,00
<b>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>-4.881.138,42</b>	<b>-4.831.335,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-4.881.138,42</b>	<b>-4.831.335,06</b>
<b>Valeur nette comptable à la fin de l'exercice</b>	<b>240.686.923,24</b>	<b>238.664.806,60</b>	<b>258.747.622,49</b>	<b>212.541.455,18</b>	<b>499.434.545,73</b>	<b>451.206.261,78</b>

Les mouvements de l'exercice sont expliqués par :

- l'acquisition de 10.320.000 actions de la société Socfin Agricultural Company pour un montant de EUR 2.071.920 ;
- la réduction de valeur sur l'Immobilière de la Pépinière pour un montant de EUR 49.803.

## Etats financiers sociaux

### Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Plantations Socfinaf Ghana (*)	Ghana	100,00	32.503.775	31.12.2017	GHS	144.205.288	-5.794.712
Socfin Agricultural Company Ltd (*)	Sierra Leone	93,00	20.445.954	31.12.2017	USD	16.486.061	-9.721.085
Liberian Agricultural Company (*)	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2017	USD	56.719.449	962.268
Salala Rubber Corporation (*)	Liberia	64,91	23.977.984	31.12.2017	USD	11.455.249	-2.148.205
Bereby-Finances S.A. « BEFIN » (*)	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2017	XAF	15.996.585.799	5.794.653.387
Socapalm S.A. (*)	Cameroun	67,46	40.640.840	31.12.2017	XAF	68.986.683.450	10.303.256.769
Okomu Oil Palm Company Plc (*)	Nigeria	66,12	20.715.218	31.12.2017	NGN	24.376.709.380	8.830.513.296
Brabanta S.A. (*)	Congo (RDC)	99,80	27.745.936	31.12.2017	CDF	13.372.217.013	-7.268.879.388
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2017	EUR	219.996	8.830
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2017	EUR	2.753.927	66.986
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2017	EUR	5.348.603	211.622
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	246.705	31.12.2017	EUR	476.263	18.666
SAFA	France	100,00	26.535.600	31.12.2017	EUR	24.590.154	1.417.783
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2017	EUR	783.756	-122.854
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2017	EUR	11.802.051	5.808.268
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2017	USD	17.475.329	8.558.211
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2017	EUR	1.097.093	282.373
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2017	EUR	4.662.937	-327.530
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2017	EUR	2.165.951	672.906
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2017	EUR	3.206.566	328.610
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2017	EUR	113.346	-575
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2017	EUR	4.298.912	-140.919
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	1.680.763	31.12.2017	EUR	2.437.304	847.745
Sodimex S.A. (*)	Belgique	50,00	542.488	31.12.2017	EUR	1.125.074	54.971
STP Invest S.A.	Belgique	100,00	3.000.090	31.12.2017	EUR	1.779.137	-955
			<b>240.565.459</b>				

(\*) Sur base de données financières auditées.

## Etats financiers sociaux

### Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	<b>35.708.400,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>854.274,92</b>	<b>86.742.240,01</b>	<b>6.918.457,00</b>	<b>0,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2015 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 1 juin 2016 :							
• Résultats reportés					6.918.457,00	-6.918.457,00	
Annulation actions				-234.663,00			
Extourne coupons prescrits				4.650,00			
Résultat de l'exercice						12.991.885,10	
<b>Situation au 31 décembre 2016</b>	<b>35.708.400,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>624.261,92</b>	<b>93.660.697,01</b>	<b>12.991.885,10</b>	<b>0,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2016 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 mai 2017 :							
• Résultats reportés					11.010.035,10	-11.010.035,10	
• Dividendes						-1.783.665,00	
• Tantièmes						-198.185,00	
Extourne coupons prescrits				8.257			
Résultat de l'exercice						9.010.034,40	
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>35.708.400,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>632.518,92</b>	<b>104.670.732,11</b>	<b>9.010.034,40</b>	<b>0,00</b>

#### Capital souscrit et prime d'émission

Au 31 décembre 2017, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 35.708.400. Il est représenté par 17.854.200 actions sans désignation de valeur nominale. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions doivent être annulées. A ce jour, les démarches visant à modifier les statuts sont en cours, toutefois l'impact de cette loi est reflété dans les comptes (Autres réserves).

Au 31 décembre 2017 et 2016, la prime d'émission s'élève à EUR 87.453.866.

#### Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

#### Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 8.257 qui correspond à l'extourne de coupons prescrits et diminuée, lors de l'exercice précédent, d'un montant de EUR 234.663 pour l'annulation des 17.550 actions.

## Etats financiers sociaux

### Note 5. Produits des immobilisations financières

	2017	2016
	EUR	EUR
Dividendes reçus	20.871.163,38	19.170.255,28
Boni liquidation Palmcam	0,00	2.389.052,92
Intérêts sur créances sur entreprises liées	1.740.799,53	1.569.851,76
	<b>22.611.962,91</b>	<b>23.129.159,96</b>

### Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2017, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 9.687 de jetons de présence et EUR 997.845 de tantièmes.

### Note 7. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Príncipe,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### Note 8. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.



